

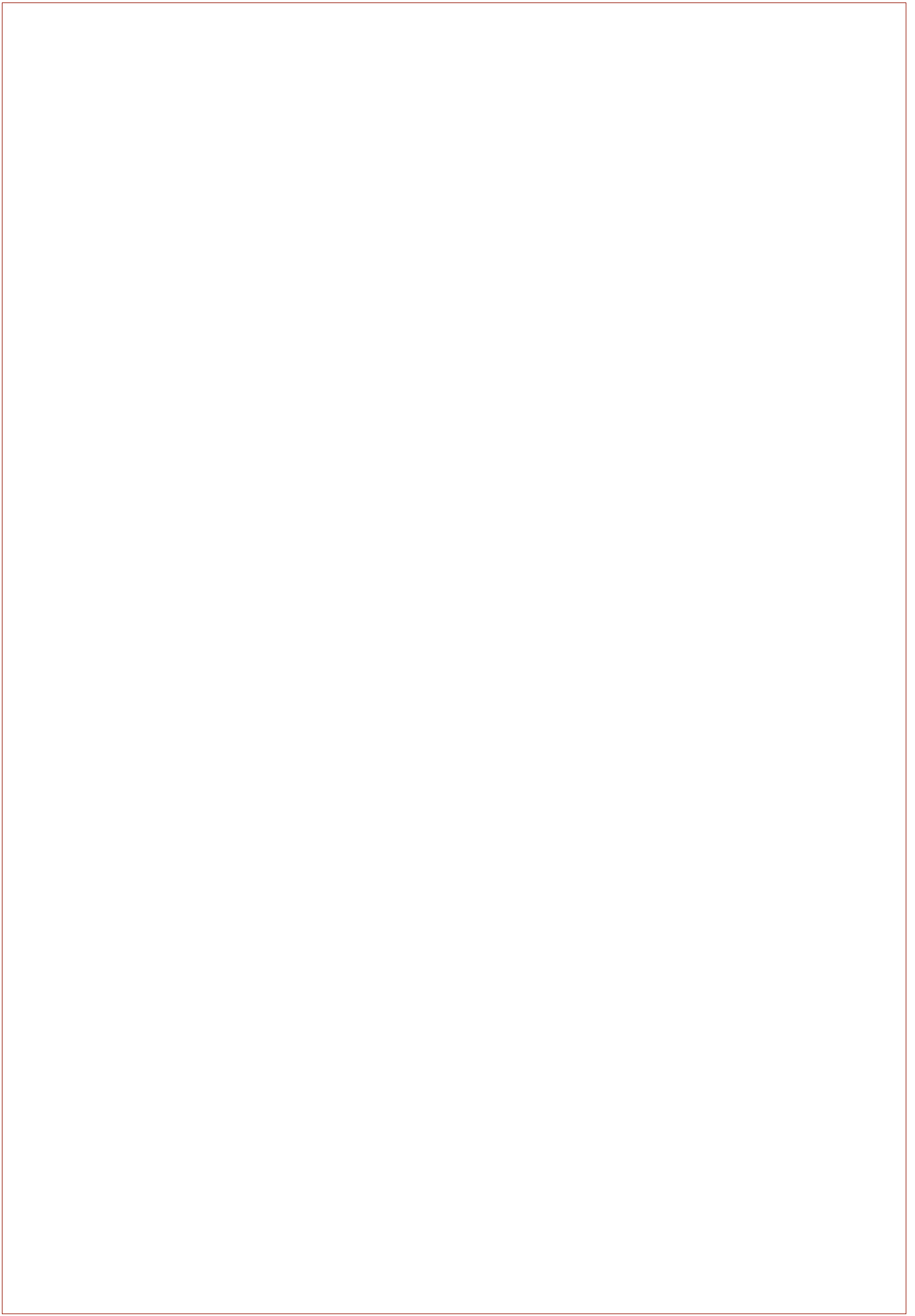


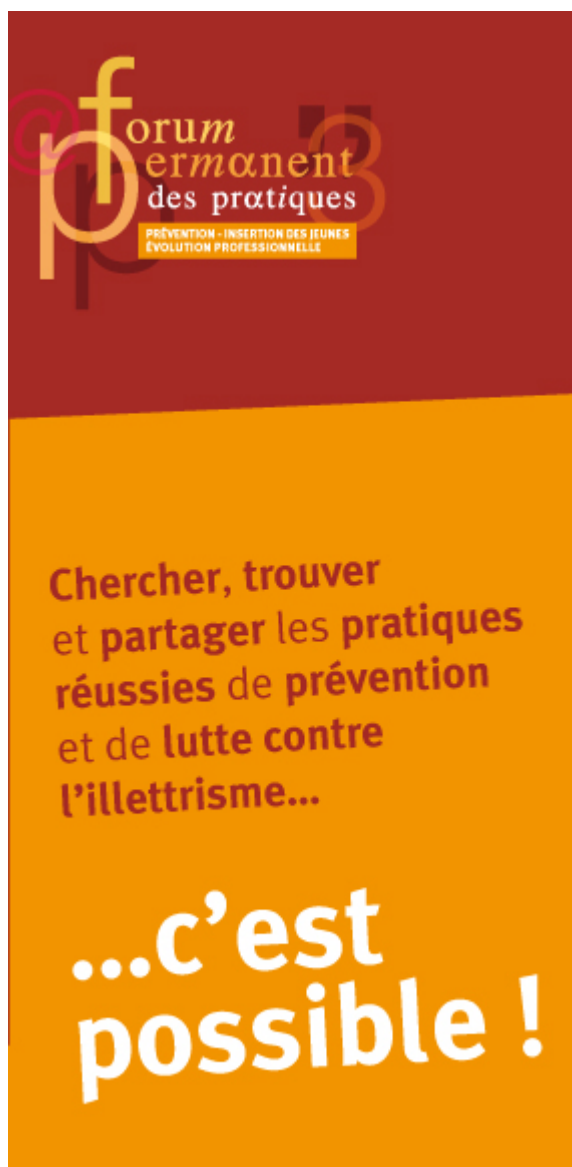
Région Limousin

Domaine « Insertion », pratique choisie sur ce thème en région :

ACCÈS À LA CULTURE ET AUX SAVOIRS DE BASE DES DÉTENUS

Kit du praticien





Faire connaître et partager les pratiques de prévention et de lutte contre l'illettrisme qui réussissent, développer des modes d'actions efficaces, mutualiser les expériences, c'est ce que propose le Forum Permanent des Pratiques de l'ANLCI.

L'illettrisme touche aujourd'hui 9% des adultes, soit plus de trois millions de personnes qui, bien qu'ayant été scolarisées en langue française, rencontrent des difficultés face à l'écrit.

Pour éviter que l'illettrisme ne prenne racine dès l'enfance et proposer à celles et à ceux qui y sont confrontés des solutions adaptées, l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme a mis en place dès 2004, avec le soutien du Fonds Social Européen, le Forum Permanent des Pratiques qui connaît aujourd'hui sa troisième phase de travail.

Ce Forum Permanent des Pratiques a pour objectif de **mettre en commun les pratiques de prévention et de lutte contre l'illettrisme qui réussissent**, partout sur le territoire, en métropole et outremer.

Pour identifier, analyser ces bonnes pratiques, c'est avec les décideurs et les acteurs de terrain (de l'éducation, de la formation, de l'entreprise, de l'insertion, de l'emploi, monde associatif, institutionnel, ...) que l'ANLCI a choisi de s'associer pour les valoriser, mieux les faire partager et connaître. C'est la première fois qu'une démarche d'une telle ampleur est mise en œuvre dans notre pays dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme.

Pour cette 3^{ème} phase de travail (2008-2010), et pour poursuivre cette opération qui permet de prendre comme **source des recommandations pour agir ce qui fonctionne sur le terrain**, auprès des personnes, **trois domaines prioritaires ont été retenus : Insertion des jeunes, Prévention, Evolution professionnelle.**

Au cœur de cette 3^{ème} phase, pour donner à voir ces solutions identifiées, destinées à être transférables : le Kit du Praticien

Des ateliers de travail regroupant des praticiens, des journées portes ouvertes dans les structures impliquées et des rencontres départementales ont été organisés dans chaque région tout au long de l'année 2009. A l'issue des phases de travail au plus près des territoires, un kit du praticien, conçu comme un mode d'emploi pour agir, est proposé par l'expert régional pour le Forum, mandaté par l'ANLCI.

Ce sont ainsi 28 kits « du praticien » mis à disposition des acteurs qui seront présentés lors des rencontres régionales entre octobre et décembre 2009. Tous ces outils, au fil des publications, seront accessibles, à disposition de tous sur le site de partage des pratiques du Forum : www.fpp.anlci.fr

La rencontre nationale des 5, 6 et 7 mai 2010 à Lyon permettra de mettre en commun tous les travaux capitalisés et valorisera les pratiques présentées.

Cette démarche du Forum 3, qui allie plan de développement et de progrès à la volonté de partage des pratiques réussies, introduit aujourd'hui pour aller plus loin encore dans la reconnaissance des pratiques exemplaires la création d'une signature, d'un visa Forum Permanent des Pratiques, facilement identifiable.



Brève présentation



Le présent document s'inscrit dans le cadre de l'atelier du Forum Permanent des Pratiques de l'ANLCI en région Limousin portant sur la pratique :

« Accès à la culture et aux savoirs de base des détenus »

Les statistiques montrent que le taux d'illettrisme en prison est élevé et qu'il est important d'intervenir auprès de ce public pour leur réinsertion sociale et professionnelle. 64 % des personnes entrant en prison n'ont aucun diplôme, 30% sont en difficulté de lecture, le taux d'activité à l'entrée en détention est inférieur à 50%. Chez les jeunes détenus de plus de 18 ans, 80 % d'entre eux sont sans diplôme et près de 40 % se trouvent en échec au bilan lecture.

La loi contre les exclusions de 1998 rappelle le droit des personnes placées sous main de justice à bénéficier de l'accès à la culture et à la formation dans le cadre des dispositifs de droit commun. Dans un espace singulier, la prison, avec ses logiques et ses cadres très formels, les actions à dimension culturelle constituent un levier puissant pour donner aux détenus l'occasion de renouer avec la culture de l'écrit et reconstruire une image de soi très dévalorisée. En prenant en compte les contraintes et les singularités du milieu pénitentiaire, **comment faciliter l'accès aux actions culturelles et aux savoirs de base ?**

Le travail de l'atelier régional du Forum met en lumière d'une part, la nécessaire coopération entre les différents acteurs agissant dans cet espace et d'autre part, l'impact des activités culturelles sur les détenus en difficulté avec les savoirs de base. L'activité culturelle contribue, sans doute plus qu'ailleurs, au développement de la capacité à communiquer en utilisant des voies d'apprentissage non formelles mais complémentaires de celles mises en œuvre durant les sessions de formation ou d'enseignement classiques en prison.

Le présent kit a pour objectif de faire connaître des actions que l'on ignore souvent à l'extérieur, des actions soumises à la spécificité du contexte où les contraintes déterminent les conditions de mise en œuvre et de réussite. Il démontrera également qu'au travers d'activités aux contours modestes mais aux objectifs ambitieux, l'accès aux savoirs de base permet aux détenus de se construire un projet à la fois un projet culturel, social et formateur. Il contribue à une meilleure connaissance et compréhension des publics, des initiatives et des acteurs de l'ombre qui, plus qu'ailleurs, rendent le quotidien de ces hommes et de ces femmes plus supportable. Il comporte 3 parties :

1

Eclairage et contextualisation

Où se font les actions, dans quelles organisations, avec quels cadres, quels acteurs ?

- Ce qu'il faut comprendre pour que ça marche, ce qu'il faut faire pour que ça marche.
- L'espace et le cadre comme conditions de mise en œuvre des actions.

2

Les actions retenues

Descriptif de chaque action : Qui fait quoi ? Où ? Pourquoi ? Avec qui ?

- Grille d'analyse des actions.
- Analyse des actions au crible des critères du KIT.

3

Les clés de réussite, les axes de progrès, comment outiller les praticiens ?

- Témoignages des praticiens et des acteurs : questions, remarques, lors des journées départementales et des ateliers sur ce qu'il faudrait changer, améliorer, développer.
- Préconisations et axes de progrès.

Les actions retenues, dates et acteurs du Forum

L'atelier régional a réuni une équipe pluridisciplinaire de praticiens issus de champs différents dont l'action ponctuelle ou au quotidien concourt à améliorer les chances de réinsertion des détenus et à construire au fil des jours un espace partenarial rigoureux, condition sine qua non à la mise en place des activités. Les 6 praticiens de cette équipe ont mis en place des activités conjuguant à la fois une dimension de socialisation, d'apprentissage et de créativité, qui ont permis non seulement d'améliorer les conditions de détention mais aussi de favoriser la reconstruction personnelle, facteur déterminant pour une meilleure insertion à la sortie.

Leurs actions retenues dans le cadre du Forum sont les suivantes :

- 1- **SPIP de CORREZE, Maison d'arrêt de Tulle : « Bulle de Tulle »**
- 2- **Association ARGOS, Centre de détention d'Uzerche : « Veillée Théâtre »**
- 3- **SPIP de la Haute Vienne, Maison d'Arrêt de Limoges : « Féminité en prison »**
- 4- **Unité Locale d'Enseignement, Maison d'arrêt de Limoges : « Découverte de Limoges et de sa région »**
- 5- **Bibliothèque Départementale de la Creuse, Maison d'arrêt de Guéret : « Rencontre avec un auteur : Jean-Marie Chevrier »**
- 6- **Centre régional du livre en Limousin, Maison d'arrêt de Limoges : « Je danse donc je suis »**

Principales dates du Forum en région Limousin

- Atelier de travail régional : de mars à octobre 2009
- Rencontres départementales :
 - 9 juin à Uzerche
 - 6 juillet à Limoges
 - 7 octobre à Guéret
- Rencontre régionale : 6 novembre à Limoges



Les acteurs du Forum en région Limousin

- **Chargée de mission régionale ANLCI** au sein du centre régional de ressources Prisme-Limousin (GIP financé par l'Etat et la Région) : Catherine TABARAUD, catherine.tabaraud@prisme-limousin.fr
 - **Expert de l'atelier régional** : Karin TUDAL, Ligue de l'Enseignement, karin@laligue24.org
 - **Référent national ANLCI** : Emmanuelle UNAL, Chargée de mission nationale, emmanuelle.unal@anlci.fr
 - **Praticiens de l'atelier régional du Forum** :
 - Christophe BECHADE, Chef des services d'Insertion et de Probation, SPIP CORREZE, christophe.bechade@justice.fr
 - Armelle GORSE, Conseillère en développement, Association Socio Culturelle d'aide aux détenus ARGOS, argos.uzerche@gmail.com
 - Fabrice LAPRADE, Enseignant, Unité Locale d'Enseignement, Maison d'arrêt de Limoges, rle.ma-limoges@justice.fr
 - Marie Pierre PARANTON, Bibliothécaire, Bibliothèque Départementale de la Creuse, mpparanton@cq23.fr
 - Claire SOUBRANNE, Chargée de mission, Centre régional du livre en Limousin, claire.soubranne@crl-limousin.org
- Une représentante du Groupement Étudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées (GENEPI)

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE	p.6
1-Les conditions de mise en œuvre, le contexte	p.6
2-Les conditions de réussite des actions, les étapes de construction du projet	p.14
 DEUXIEME PARTIE	 p.16
1-Les fiches actions	p.17
Action N°1 « Bulle de Tulle »	p.17
Action N°2 « Veillée théâtre »	p.18
Action N°3 « Féminité en prison »	p.19
Action N°4 « Découverte de Limoges et de sa région »	p.20
Action N°5 « Rencontre avec un auteur »	p.21
Action N°6 « Je danse donc je suis »	p.22
2-Tableaux analytique – caractéristiques des pratiques	p.23
Action N°1 « Bulle de Tulle »	p.24
Action N°2 « Veillée théâtre »	p.25
Action N°3 « Féminité en prison »	p.26
Action N°4 « Découverte de Limoges et de sa région »	p.27
Action N°6 « Je danse donc je suis »	p.28
3-Les 6 critères du Forum Permanent des Pratiques	p.29
4-Nature et enjeux des choix d'une pratique - Tableau synthétique	p.33
 TROISIEME PARTIE	 p.36
1-Recueil de témoignages, de paroles de praticiens, d'acteurs du Forum	p.36
2-Les différents niveaux de recommandations	p.37
2-1 Le niveau institutionnel	p.37
2-2 Le niveau des acteurs et des praticiens de terrain	p.38
 CONCLUSION	 p.41
 ANNEXES	 p.44

Première partie

L'administration pénitentiaire assure une double mission : elle exécute les décisions et sentences et favorise la réinsertion sociale des détenus.

Dans le cadre de sa mission de réinsertion sociale « toute personne condamnée est tenue d'exercer au moins l'une des activités qui lui est proposée par le chef d'établissement et le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation dès lors qu'elle a pour finalité la réinsertion de l'intéressé ».

C'est à ce titre que « lorsque la personne condamnée ne maîtrise pas les enseignements fondamentaux, l'activité consiste par priorité en l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. Lorsqu'elle ne maîtrise pas la langue française, l'activité consiste par priorité en son apprentissage. L'organisation des apprentissages est aménagée lorsqu'elle exerce une activité de travail. »

L'administration pénitentiaire a mis en place de multiples partenariats avec des conventions nationales, régionales ou locales (Mission locale, centre de soin, association d'insertion ...).

Pour répondre au mieux aux besoins des détenus, l'administration pénitentiaire a engagé une démarche de repérage des entrants (depuis 1994) qui s'est généralisée sur le territoire et devrait être systématisée à tous les entrants dans les prochaines années. Ce repérage permet non seulement de repérer les publics mais surtout d'organiser des réponses pédagogiques adaptées. Les actions décrites sont des exemples concrets mis en place dans la région Limousin.

1

Les conditions de mise en œuvre des actions

1.1 Comprendre le contexte complexe du milieu carcéral

L'environnement, l'organisation et la compréhension des organisations, des liens et systèmes du milieu carcéral est la première condition pour mettre en œuvre une action.

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT, COMMENT IL DONNE LA MESURE DU PROJET ET EN FIXE LES AMBITIONS

> Qui organise ?

Exemples d'application : Forum des pratiques, Plan régional, Projets inscrits dans le plan régional, Appels à projet

L'administration pénitentiaire en France, une administration complexe.

L'administration pénitentiaire française est un ensemble complexe qui met en relation **plusieurs ministères et d'autres institutions**. Elle a une double mission : la garde

des personnes placées sous main de justice et la préparation de leur réinsertion. Les mesures prononcées vis-à-vis des détenus interviennent avant ou après le jugement et sont exécutées, soit en prison, soit en milieu ouvert avec ou sans enfermement préalable.

Chacun des acteurs a des pouvoirs et des missions à exercer en vue d'un seul et même objectif : **lutter contre la récidive et préparer la réinsertion des détenus et leur resocialisation grâce à la culture, au travail et à la formation**. Des conventions, des circulaires régissent ces interactions entre les différents ministères ou leurs représentants locaux¹.

① L'organisation des activités (formation / culture) dépend de la mise en place de cadres très formalisés

> Dans quels lieux ?

■ Les établissements pénitentiaires

Combien ? 194 sur tout le territoire

Comment ?

Premier devoir de l'administration pénitentiaire, la mission de garde s'organise autour de la mise en œuvre de l'hébergement des détenus, indissociable des mesures destinées à garantir la sécurité de tous au sein de la "société carcérale" : les personnels pénitentiaires, les détenus et les intervenants extérieurs. Avant 1999 l'administration pénitentiaire prenait elle-même en charge la réinsertion des détenus (à l'exception de l'enseignement général qui était dispensé par des enseignants de l'éducation nationale) et l'activité du milieu ouvert demeurait limitée. A partir des années 1980 l'administration pénitentiaire s'ouvre progressivement aux dispositifs d'insertion de droit commun, tandis que se développe le milieu ouvert. Désormais depuis la création des services pénitentiaires d'insertion et de probation, pour l'ensemble des domaines d'intervention de la politique de réinsertion des personnes détenues (santé, emploi, formation...), ils concluent des partenariats avec le milieu associatif et les différents intervenants institutionnels (ministères, collectivités territoriales ...).

Son rôle

La sécurité est la principale préoccupation du directeur d'établissement. Il a une fonction de contrôle et de vérification afin de s'assurer que les textes et les consignes soient bien appliqués. Mais la fonction ne saurait se limiter au seul contrôle ; le directeur a également un rôle d'animation d'équipe. L'équilibre entre le contrôle et l'animation est difficile à établir ; le management du directeur, comme nous avons pu le constater durant les visites effectuées dans les établissements, paraît déterminante à cet égard : le climat d'une détention repose en effet beaucoup sur les méthodes de travail, la faculté à allier sécurité et besoin des détenus, à faire travailler ensemble des cultures professionnels différentes. Ils ont un

¹ cf Annexes convention Ministère de la Justice, ministère de la culture, ministère de l'Éducation Nationale

rôle fondamental d'impulsion et de mobilisation dans leur établissement et dans la mise en place des activités.

Plusieurs catégories d'établissements

Les maisons d'arrêt ,115 : reçoivent les prévenus (en *attente de jugement*) ainsi que les condamnés dont la peine n'excède pas une année.

Elles reçoivent les prévenus ainsi que les condamnés dont la peine n'excède pas une année (*on verra plus loin les difficultés de mettre en place de façon durable des activités, notamment de formation aux compétences de base*).

Exemple : Maison d'arrêt de Limoges (87), quartier Hommes et Femmes

Les établissements pour peine, 75 : les centres de détention, les centres de semi-liberté et les centres pour peines aménagées, les maisons centrales.

Les centres de détention : principalement orientés vers la **resocialisation** des condamnés, pour lesquels la réinsertion sociale semble favorable. (Peine inférieure ou égal à 5 ans et plus, cela dépend du statut de l'établissement).

Exemple : Centre de détention d'Uzerche (19) ; Centre de détention de Guéret (23)

L'organisation de la vie en détention est liée à la nature de l'établissement. La durée de la peine et les attentes de jugement vont déterminer le temps qu'un détenu passera dans l'établissement : de courtes peines en maisons d'arrêt, des peines plus longues en centres de détention et des peines très longues en centrale. En outre , l'ancienneté des locaux détermine également les modes de fonctionnement et de circulation des détenus et des intervenants extérieurs : au centre de détention d'Uzerche par exemple, certains détenus circulent avec des « pass » informatisés selon des circuits particuliers (contrôlés par vidéo surveillance par les gardiens), alors qu'à la maison d'arrêt de Limoges ou de Guéret de vieux établissements de centre ville (datant du 19ème siècle) la circulation est restreinte et soumise à un système d'ouverture des portes en présence systématique des gardiens.

Chacune de ces structures se voit attribuer une catégorie de détenus selon la nature de l'établissement et leur temps de détention.

❶ La nature de l'établissement et le temps de détention déterminent un accès plus ou moins facile des détenus aux activités et déterminent aussi leurs conditions de mise en œuvre

> Avec qui ?

■ Le personnel des centres de détention

Le personnel de l'administration pénitentiaire regroupe : les fonctionnaires de l'Etat, placés par décret sous statut spécial ; le personnel administratif, technique et de direction ainsi que **le personnel d'insertion et de probation** et le personnel couvrant les missions sécuritaires. Les autres fonctionnaires tels que le personnel médical ou enseignant dépendent des Ministères de la Santé ou de l'Éducation Nationale². Ils sont les chevilles ouvrières de l'organisation de la journée d'un détenu. De l'ouverture des portes le matin à la douche, de la distribution des repas à la visite avec le travailleur social, des déplacements vers les cours d'enseignement au travail en atelier : chaque action du détenu en dehors de sa cellule est prise en charge par les personnels de l'établissement. Les déplacements au sein de l'établissement sont tous assurés par les gardiens et chaque acteur doit travailler en étroite collaboration avec eux pour faciliter la tenue des activités.

■ Les Services Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP)

103 SPIP sur le territoire national, créés en 1999 par le Ministère de la justice

Objectifs : réinsertion et prévention de la récidive

Ils regroupent tout le personnel du service social en milieu pénitentiaire.

Les SPIP sont composés des Conseillers d'Insertion et de Probation (CIP), placés sous l'autorité d'un directeur. Ils ont pour rôle de maintenir les liens familiaux et sociaux des détenus et de préparer leur réinsertion sociale. Ils sont responsables de l'organisation des activités socioculturelles et sportives.

Le **conseiller d'insertion et de probation** a compétence dans le suivi individuel du détenu, la préparation de l'aménagement de la peine, l'élaboration d'un dispositif de placement à l'extérieur, l'action culturelle et le développement de la lecture et enfin, la préparation à la sortie. **C'est une personne clé dans le système carcéral.**

Le SPIP met en place des activités culturelles après analyse des besoins de la population pénale. Il en assure le suivi. Des temps de régulation entre le service, les détenus, le personnel de l'établissement et les intervenants permettent de coordonner le rôle et les activités de chacun. **C'est le SPIP qui collecte les demandes, reçoit les adhésions aux activités et donne les informations sur le fonctionnement de chacune d'entre elles.** Tout projet d'activité est soumis à l'accord du Chef d'Etablissement. La recherche d'intervenants et de partenaires financiers est sous la responsabilité du SPIP.

² Les employés des centres de détention sont majoritairement des surveillants et des gradés, placés sous l'autorité d'un chef de service pénitentiaire et dépendant du Ministère de la Justice

La mise en place de ces activités culturelles a donné jour à des collaborations interministérielles pour **faire vivre la culture en prison**.

■ Les collaborations interministérielles

Conventions, protocoles, circulaires définissent les moyens statutaires et financiers entre ministères (*cf annexes*)³. Au niveau local, ce sont les **Directions régionales des affaires culturelles** qui sont les partenaires légitimes pour appuyer et aider à la mise en place d'activités culturelles. **Les Directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle** subventionnent les ateliers de formation aux compétences de base, qui viennent en appui aux heures de formation de base dispensées par l'Education Nationale.

Les collaborations sont multiples, elles s'organisent et se construisent en fonction des projets et des réalités locales.

> Depuis quand ?

Le Ministère de la Justice et le Ministère de la Culture mènent une politique commune afin de mettre en place des actions culturelles au sein des établissements pénitentiaires. Le **protocole d'accord entre le Ministère de la Justice et celui de la Culture** a été signé le 25 janvier 1986.

Quatre objectifs ont été fixés :

- 1) Favoriser la réinsertion des détenus,
- 2) Encourager les prestations culturelles de qualité,
- 3) Valoriser le rôle des personnels pénitentiaires,
- 4) Sensibiliser et associer les instances locales aux actions menées.

Une des déclinaisons de ces objectifs : une bibliothèque dans chaque prison.

Des moyens humains et financiers ont donc été affectés, les interactions se font entre les services des Directions Régionales des Affaires Culturelles (DRAC) et les directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire.

Le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Education nationale : le droit à l'enseignement

L'éducation de base est faite dans tous les centres par des enseignants, fonctionnaires rattachés au Ministère de l'Éducation Nationale. Les enseignements sont rattachés aux Unités Pédagogiques Régionales (UPR), présentes dans chaque région pénitentiaire. Ces unités regroupent les différents niveaux d'enseignement et ressources de formation initiale fournies par le Ministère de l'Education pour l'enseignement aux personnes détenues.

³ En annexe exemple de circulaires et de conventions signées entre les ministères en Limousin

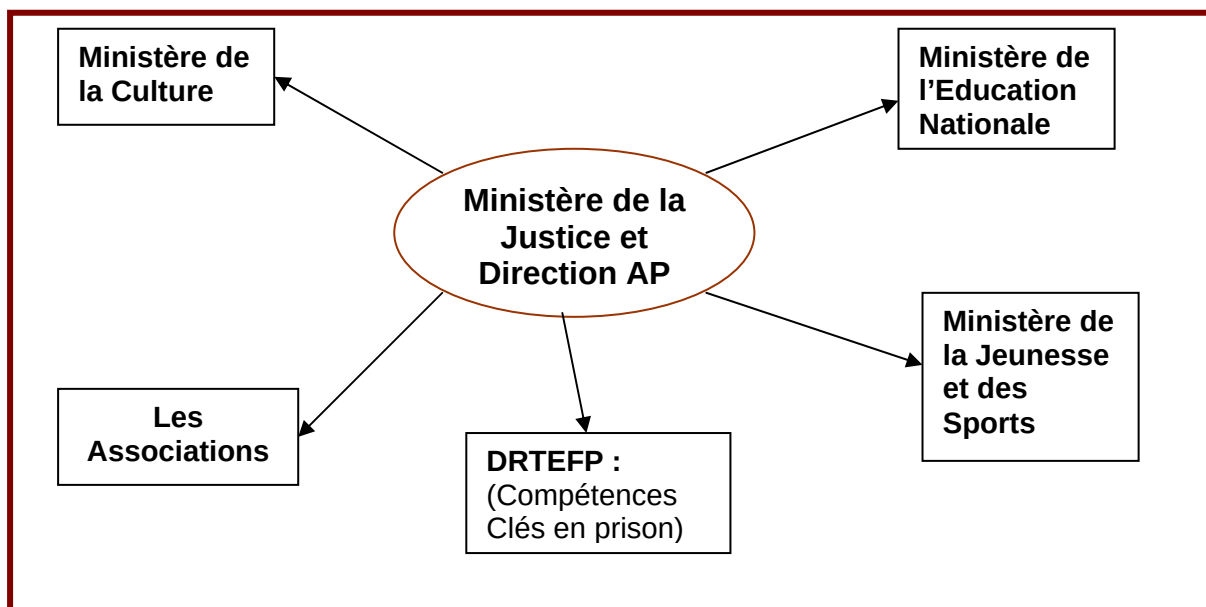
L'Unité Locale d'Enseignement représente tous les moyens en enseignants Education Nationale, professeurs (des écoles, certifiés, agrégés, de lycée Professionnel) nommés à temps plein ou partiel ou intervenant sous forme de vacations. Il y a une ULE dans chaque établissement avec un Responsable Local de l'Enseignement. Il existe des ULE avec des enseignants vacataires (Guéret), des ULE avec des professeurs issus du primaire et du secondaire à temps plein (Bordeaux-Gradignan). L'ULE dépend de l'UPR de Bordeaux (*convention du 19 juin 1995 / circ. du 5 octobre 2002*). Ses missions sont déterminées en fonction des orientations définies conjointement par les deux ministères (Education nationale et Justice).

Le directeur de l'UPR, auprès du directeur interrégionale des services pénitentiaires et au sein du département insertion et probation met en œuvre le projet pédagogique de l'unité régionale. Au niveau local le responsable local de l'enseignement tient compte des orientations générales rappelées par le projet de l'UPR, des caractéristiques du site pénitentiaire et du projet élaboré par le chef d'établissement.

Le Ministère de la Justice et le Ministère de la jeunesse et de sports : la place du sport en milieu carcéral.

Des accords interministériels sont passés avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports. Les activités physiques et sportives sont considérées comme des outils de réinsertion, les établissements pénitentiaires doivent être équipés en matériels sportifs (Cf. centre de détention d'Uzerche).

Les différentes structures qui interviennent en prison



① Le ministère de la Justice, la direction de l'administration pénitentiaire mobilise un partenariat institutionnel très varié et encadré

> Pour qui ?

1.2 Pour quel public ?

Plus de la moitié des personnes détenues entrent dans les prisons françaises sans diplôme ni qualification professionnelle, et parmi elles, se trouve un pourcentage élevé de personnes en situation d'illettrisme.

Ces personnes se trouvent surreprésentées en prison par rapport à l'extérieur, ils ont des difficultés à :

- se repérer dans le temps et dans l'espace ;
- communiquer à l'oral et à l'écrit ;
- mener des raisonnements logiques et mathématiques élémentaires.

① Une des priorités des enseignants en milieu carcéral est la prise en charge de ce public illettré ainsi que la scolarisation des mineurs

L'essentiel du repérage et des actions de lutte contre l'illettrisme en Limousin est assurée par les enseignants spécialisés auxquels s'ajoutent des crédits de la Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP) - quand les besoins sont importants et dépassent les moyens mis en œuvre par l'Education Nationale - avec la section formation professionnelle de la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP), portés par des organismes de formation professionnelle dans le cadre des crédits IRILL/BOP 103. Pour la région Limousin s'est 58 000€ pour l'année 2009 qui sont engagés dans tous les établissements de la Région au titre de la DRTEFP.

Les objectifs sont : l'amélioration de la communication à l'intérieur de la prison et la future réinsertion.

Un repérage systématique des illettrés est en place depuis 1994. Il est actuellement généralisé à la majeure partie des prisons⁴. Le repérage est effectué essentiellement par des enseignants du premier degré.

En 2008, **43162 personnes ont été testées**⁵.

- **1%** n'a jamais été scolarisé
- **2,7 %** ne parlent pas du tout le français et 4,9 de façon rudimentaire
- **50%** sont sans diplôme
- **34 %** ont effectué des parcours courts, ou ont été en échec scolaire
- **10,2 %** sont en situation d'illettrisme repérée par les tests de lecture
- **13,1 %** échouent au test du fait de difficultés moindres

⁴ En annexe : Bilan de lecture proposé aux entrants – fiche individuelle de renseignement des entrants.

⁵ Source : « Les chiffres clés de l'administration pénitentiaire, au 1^{er} janvier 2009 – Ministère de la Justice

Un double paradoxe :

Si le repérage des personnes en situation d'illettrisme à l'extérieur demeure difficile, en prison le temps de la détention permet un repérage plus facile et d'établir des données quantitatives précises des publics dans cet espace social particulier où la communication écrite est essentielle. En prison, la maîtrise de la lecture et de l'écriture est indispensable : toutes les démarches auprès de l'administration, les fiches de cantine, les contacts avec l'avocat, la correspondance avec l'extérieur passent par l'écrit. **Savoir lire et écrire se révèle alors plus urgent et vital qu'à l'extérieur.** Le détenu lecteur-scripteur a alors un statut particulier vis-à-vis des autres détenus et cette compétence le place souvent dans une position « privilégiée » de médiateur, de détenteur d'un savoir qui peut lui garantir une certaine quiétude dans un espace où les rapports sociaux sont souvent très tendus.

Les détenus ont « du temps » lié à la durée de leur peine, un temps difficile à accepter (toute privation de liberté est violent) mais qui peut se révéler profitable pour enclencher un processus de formation, travailler et acquérir une qualification (à la maison d'arrêt de Limoges, un centre de formation dispense une formation qualifiante agent de restauration collective), apprendre.

Réapprendre à lire ou à écrire est souvent la promesse de revalorisation de l'image de soi et un gage de réinsertion. Mais la lecture et l'écriture ne sauraient être à elles seules les seules chances de réinsertion.

Exemples de courriers transmis à l'administration

No. [REDACTED] 19/10/09
Culiv. [REDACTED]

cc
Pour le conseiller sociale
LE Monseigneur
20
je voudrais assister à l'école
pour améliorer mon français
Monsieur
[Signature]

pour Madame
[REDACTED]
De Sachoir le savoir
Si vous avez des cours
parapense à la argent
De je la de ma de pour
Vain en psychologue

C/210.

① La culture de l'écrit prédomine dans tout le système de communication en interne de la prison, aucune demande de changement de cellule, de participation aux activités, d'enseignement, de visite ne peut être envisagée sans un recours à l'écrit

Avant de détailler les actions, dans leur contenu, leur déroulé, leur objectif, nous pouvons identifier 7 conditions qui ont toutes présidé à la mise en place des actions et qui en ont déterminé les clés de réussite.

Les 7 conditions identifiées pour la réussite des actions concernées par le Forum permanent des pratiques

1. Repérer l'action de chaque Ministère et des partenaires, leurs missions, leurs cadres, leurs personnels et identifier les principaux acteurs des projets : les détenus, les porteurs de projet, les structures culturelles. *Centre Régional du Livre, Limousin (87), Bibliothèque départementale de prêt à Guéret (23), les associations ARGOS (19), le SPIP de la Corrèze, les établissements pénitentiaires (MA de Limoges de Tulle de Guéret, centre de détention d'Uzerche, les enseignants RLE de la Maison d'arrêt Limoges, les organismes de formation).*

2. Situer le projet artistique dans son environnement : prendre en compte la programmation des établissements, s'appuyer sur les ressources locales ou régionales (*Centre Régional du Livre, Limousin et Bibliothèque départementale de prêt à Guéret*) ; s'inscrire dans des événements régionaux, (*Coquelicot, Mai du Livre par exemple*) ; Identifier le lieu, les protagonistes qui travaillent à la bibliothèque (détenus indemnisés, bénévoles, bibliothécaire externe).

3. Définir des objectifs : le contexte de la détention exige une rigueur dans chaque phase de déroulement du projet : préparation, communication, mise en relation avec d'autres activités de l'établissement, restitution, autorisations.

A) une offre artistique et culturelle diversifiée de qualité équivalente à celle de l'extérieur

B) sensibiliser les détenus à la pratique et à la création artistique.

L'emploi du temps hebdomadaire doit en principe permettre à tout détenu qui le souhaite de participer à ces activités, dont le règlement intérieur détermine les conditions d'accès. Le chef d'établissement a cependant la prérogative de refuser à certains détenus l'accès aux activités. Il est ainsi chargé, en concertation avec le service pénitentiaire d'insertion et de la probation (SPIP) et l'animateur extérieur, d'établir une liste des détenus retenus pour chaque activité. Au sein de chaque établissement pénitentiaire, une association socioculturelle et sportive est créée « en vue de soutenir et de développer l'action socioculturelle et sportive au profit des détenus ».

ARGOS à UZERCHES : Parmi les membres de droit de cette association figurent le chef d'établissement, le Juge de l'Application des Peines (JAP), le procureur de la République, les membres du personnel de direction et les surveillants, chefs de la détention. **Les surveillants chefs de la prison sont des alliés importants dans l'organisation et la diffusion de l'information** tant auprès des autres personnels

que des détenus. Peut être membre actif de cette association toute personne physique ou morale qui en fait la demande au chef d'établissement, sous réserve de l'agrément du conseil d'administration. Enfin, les « membres usagers » sont les détenus qui participent aux activités organisées par l'association à l'intérieur de l'établissement. Un comité de représentants des usagers est théoriquement constitué auprès du conseil d'administration et doit être consulté pour toute décision concernant la création, le fonctionnement et la cessation d'une activité. Le mode de désignation de ces représentants doit être fixé par le règlement intérieur. Les activités de l'association sont financées notamment par les excédants perçus sur la location de la télévision aux détenus et, dans une moindre mesure, par des subventions.

Les surveillants chefs de la prison sont des alliés importants dans l'organisation et la diffusion de l'information tant auprès des autres personnels que des détenus.

4. Le financement du projet.

Comme à l'extérieur, les montages financiers sont rudes et complexes. Une fois recherchés les moyens financiers il convient d'établir un budget prévisionnel équilibré indiquant les partenaires (montants sollicités.) Les DRAC aident au montage financier.

5. La réalisation de l'activité.

Même si les projets s'appuient sur des principes établis (cf. point 1 ci-dessus) par des cadres et textes de référence, il convient d'établir une convention de partenariat. Chaque activité est soumise à l'autorisation du chef d'établissement. Ce qu'elle suppose comme matériel, comme intervenants extérieurs, comme temps dédié à l'action. Nous avons vu plus haut, que la vie en détention est souvent conditionnée au mode de fonctionnement de son responsable et à la taille de son établissement. Nous avons visité la maison d'arrêt de Guéret d'une capacité de 32 places (pour plus de 50 détenus), la taille réduite de l'espace, l'effectif du personnel (50 personnes) induisent une organisation plus proche et plus souple de l'établissement.

6. S'inscrire dans une démarche de production ou de réalisation.

La réalisation même éphémère, donne du corps, du sens à la démarche et à l'engagement des personnes sur les activités. Elle permet de tisser des liens entre le « dedans » et le « dehors », de revaloriser l'image des détenus. La création ou la production permet individuellement à la personne de se projeter sur un objet positif et valorisant.

7. Communiquer autour de l'action.

Il est nécessaire de valoriser les réalisations tant en interne à tous les corps professionnels de la prison (surveillants, médecin, enseignants ...) qu'à l'externe. Il faut définir les modes d'information des détenus en tenant compte des difficultés de lecture (affiches).

Les procédures d'inscription aux activités doivent être clairement fixées avec le SPIP et le chef d'établissement.

① Une démarche en 7 conditions impératives pour mener une activité artistique et culturelle à l'intérieur de la prison, soumise à la parfaite identification des intervenants et du contenu par les détenus et les personnels pénitentiaires conditionne la réussite opérationnelle de l'action

Deuxième partie

LES ACTIONS-DESCRIPTION & ANALYSE

La problématique de notre atelier régional n'est plus à justifier. Apprentissages formels et informels concourant à parts égales au développement des champs de la connaissance, incitant un travail sur l'imaginaire, apportant du plaisir et reconstruction de soi et offrant aux détenus une possibilité d'envisager autrement le présent et l'avenir

Les 6 actions présentées illustrent ce que l'on peut faire, à des échelles différentes, avec des moyens différents, mais qui toutes ont réuni les conditions de mise en œuvre décrites ci-dessus. Elles sont le plus souvent ponctuelles et servent d'exemple de ce que l'on peut proposer dans le cadre d'une programmation et de partenariats interinstitutionnels. Tous les praticiens de notre groupe de travail s'inscrivent dans ce contexte. Ils en sont les rouages importants qui, chacun à leur place et avec leur mission, travaillent à la réalisation d'activités quotidiennes dans les prisons.

1 Les fiches actions

Les fiches action récapitulent les éléments descriptifs essentiels :

- Des acteurs,
- Des structures
- Des lieux,
- Des moyens
- Des publics
- Des objectifs

2 Tableaux analytiques pour chaque action

Les caractéristiques : des acteurs, du publics, de l'environnement, l'impact, les invariants.
L'action N° 5 « rencontre avec un auteur » n'a pas fait l'objet d'un tableau puisqu'il s'agit d'une activité très ponctuelle dans le temps ancrée dans une programmation annuelle.

3 Grille d'analyse : les 6 critères du Forum des Pratiques

Indicateurs et critères du Forum permanent des Pratiques, tableau récapitulatif.

4 Nature et enjeux des choix d'une pratique – tableau synthétique

Résume et identifie la nature des interventions,
Souligne dans quelle démarche elles s'inscrivent,
Quels enjeux soulèvent le choix d'une pratique ?

ACTION N°1 « BULLE DE TULLE », SPIP de CORREZE, Maison d'arrêt de Tulle

Structure	Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de la Corrèze, créé en 1999 4 passage Borély - 19000 Tulle - tél. 05 55 20 09 08 Responsable : Antoine POEZEVARA, Conseiller d'Insertion et de Probation
Praticiens de l'atelier FPP	Christophe BECHADE, Coordonnateur Claire SOUBRANNE, Chargée de mission développement des actions culturelles en milieu pénitentiaire
Grandes lignes de l'action de lutte contre l'illettrisme analysée dans les travaux du FPP de l'ANLCI en région	<u>Date de réalisation de l'action</u> : du 24 au 28 Août 2009 ; durée : 1 semaine <u>Historique de l'action</u> : Poursuite des actions entreprises autour de l'expression écrite (atelier de slam, bibliothèque) en partenariat avec la médiathèque de Tulle et le Centre régional du Livre <u>Bénéficiaires de l'action</u> : 10 personnes détenues à la MA âgés de 20 à 45 ans. <u>Constats, besoins ou diagnostics préalables à l'action</u> : Demande émanant de la population pénale suite à des animations proposées autour de la bande dessinée qui est le type d'ouvrage le plus emprunté à la bibliothèque de la maison d'arrêt de Tulle. Difficultés à maîtriser les savoirs de base. <u>Objectifs / résultats attendus de l'action</u> : Progression dans la maîtrise de l'écrit par l'intermédiaire d'une activité culturelle, Valorisation d'un travail d'expression personnelle. Production d'au moins une planche par participant et élaboration d'un livret regroupant les œuvres réalisées durant l'atelier par le Centre Régional du Livre <u>Brève présentation de la mise en œuvre de l'action</u> : - Réunion préparatoire de présentation de l'action et d'inscription. - Sélection des participants avec le chef d'établissement de la maison d'arrêt. - Intervention d'un auteur BD professionnel durant 5 matinées successives dans le cadre de l'atelier. - Remise par chaque participant d'un travail personnel. <u>Moyens mis à disposition par la structure et ses partenaires pour la réalisation de l'action</u> : Le Centre Régional du Livre en partenariat avec la Médiathèque de Tulle a proposé un intervenant, le matériel de communication (affiches, bulletins d'inscription) et a assuré le règlement de ses frais de déplacement. Le matériel de dessin nécessaire à l'activité a été fourni par le dessinateur, l'atelier se déroulant au sein d'une salle de classe de la maison d'arrêt de Tulle. Le SPIP de la Corrèze a financé l'intervention de l'auteur BD (professionnel) et a assuré l'organisation du projet au sein de l'établissement pénitentiaire.
Brève présentation de l'expérience de la structure dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme	Cet atelier avait pour objectif de rendre accessible l'écrit et la lecture tout en favorisant l'expression personnelle à travers l'art graphique. Elle a suscité une forte implication des participants qui ont choisi de travailler sur le thème de la musique afin de participer au concours national inter-pénitentiaire "transmuraille" organisé dans le cadre du Festival international de Bandes Dessinées d'Angoulême. Devant le succès de cet atelier, l'auteur propose de pérenniser l'action et de réfléchir à son développement auprès de sortants de prison et d'autres personnes condamnés à des peines alternatives à la détention suivies par le SPIP.

ACTION N°2 « VEILLEE THEATRE », ARGOS, Centre de détention d'Uzerche

Structure	Association socio culturelle d'aide aux détenus – ARGOS, Créée en 1995 Centre de Détention, Route d'Eyburie – 19140 UZERCHE - argos.uzerche@gmail.com Responsable : Rachid SDIRI, Président
Praticienne de l'atelier FPP	Armelle GORSE, Conseillère en développement, coordinatrice
Grandes lignes de l'action de lutte contre l'illettrisme analysée dans les travaux du FPP de l'ANLCI en région	<u>Date de réalisation</u> : du 12/01/2009 au 6/05/2009 ; durée : 80 heures, atelier hebdomadaire. <u>Historique de l'action</u> : Depuis 2004, l'association ALEAGON intervient pour un atelier "théâtre hebdomadaire" animé par Mme Josiane CHOQUET, comédienne. Devant le manque de participation et la difficulté de créer un groupe (problème des flux en détention), en 2007, le concept évolue vers des mini ateliers permettant à chacun de s'exprimer : poèmes, textes choisis, musique, chant... et d'organiser une présentation devant le reste de la population pénale. Mai 2009 était la 3ème. Une 4^{ème} aura certainement lieu en fin d'année 2009. <u>Bénéficiaires de l'action</u> : Une quinzaine de détenus, hommes, majeurs, différentes nationalités, de 20 à 65 ans (environ). <u>Constats, besoins ou diagnostics préalables à l'action</u> : Population versatile, très diversifiée, obligée de «vivre ensemble» dans un milieu fermé, avec quasiment aucun de pouvoir de décision. Certains ont peu de formation initiale, ou en situation d'illettrisme, d'autres sont étrangers, d'autres sont diplômés. Le niveau est très hétérogène. <u>Objectifs / résultats attendus de l'action</u> : Créer une émulsion de groupe, travailler sur l'écoute, le choix de texte, la création, le dépassement de soi via la représentation devant un public, incitation à s'ouvrir et s'insérer. <u>Brève présentation de la mise en œuvre de l'action</u> : Appel à candidature via un affichage, validation de l'Administration Pénitentiaire pour un groupe constitué d'une quinzaine de personnes, ateliers de 2h30, 2 fois par semaine. Suivant l'évolution des travaux une date est fixée pour la présentation. La présentation a lieu en salle polyvalente devant le personnel de l'AP (qui le souhaite), les détenus inscrits et quelques invités (personnels de surveillance, intervenants extérieurs, élus, associations partenaires, institutions. Un goûter est proposé à l'issue de la présentation, permettant l'échange et la convivialité. <u>Moyens mis à disposition par la structure et ses partenaires pour la réalisation de l'action</u> : L'administration pénitentiaire accueille dans ses locaux et assure la sécurité. Le SPIP assure la diffusion de l'information, les autorisations d'accès. ARGOS est le support financier (paiement de la prestation, diverses fournitures...) et assure la liaison entre les différents partenaires. La BDP nous met à disposition des livres.
Brève présentation de l'expérience de la structure dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme	ARGOS est une association socio-culturelle et sportive d'aide aux détenus. L'organisation d'un atelier d'écriture, l'activité Arts Plastiques et plus particulièrement l'action ART POSTAL (http://www.crl-limousin.org/site_crl/dossier_prisons/art_postal_prisons.html), les lectures (festival Coquelicontes), l'Action des "Auteurs en Limousin en collaboration avec ALCOL et la DRAC sont autant d'actions culturelles qui permettent d'ouvrir la population pénale au plaisir de la lecture et de l'écriture. De plus, ARGOS (via la location de TV aux détenus) est un support financier conséquent permettant l'achat de livres pour la bibliothèque, le code de la route, le scolaire. ARGOS peut financer des projets individuels (financement formation, CNED...). La perte des fonds engendrés par la location des TV (prévue pour le 1/1/2010) annoncera la fin du financement de toutes ses activités par ARGOS.

**ACTION N°3 « FEMINITE EN PRISON », SPIP de la Haute Vienne,
Maison d'Arrêt de Limoges, quartier Femmes**

Structure	Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de la Haute Vienne, créé en 1999 avenue Emile Labussière - 87000 Ville : LIMOGES - tél. 05 55 49 11 00 Responsable : Christophe BECHADE, Chef du SPIP - christophe.bechade@justice.fr
Praticiens de l'atelier FPP	Christophe BECHADE, Conseiller Fabrice LAPRADE, Professeur des écoles
Grandes lignes de l'action de lutte contre l'illettrisme analysée dans les travaux du FPP de l'ANLCI en région	<u>Date de réalisation</u> : du 26/02/07 au : 9/03/07 ; durée : 2 semaines <u>Historique de l'action</u> : Plusieurs intervenants proposant des actions depuis plusieurs années (socio-esthétique, arts plastiques, animation de la bibliothèque, spectacles culturels, cours scolaires) au sein du quartier femme, il a été proposé de réunir ces différentes compétences autour d'un projet commun coordonné par le SPIP avec le soutien des personnels de surveillance et de soins. <u>Bénéficiaires de l'action</u> : 8 Femmes détenues de 21 à 40 ans. <u>Constats, besoins ou diagnostics préalables à l'action</u> : On observe que l'emprisonnement provoque pour les femmes incarcérées une perte de l'estime de soi mais également un renoncement à l'image renvoyée en tant que femme ou mère. Ces difficultés sont rarement exprimées car ce constat demeure douloureux alors que souvent ces personnes ne maîtrisent pas ou ne se sont pas approprié un mode d'expression (écriture, photographie). On remarque cependant que ce public investit les activités qui lui sont proposées. <u>Objectifs / résultats attendus de l'action</u> : Exprimer sa féminité à travers un portrait poétique. <u>Brève présentation de la mise en œuvre de l'action</u> : Mise en place de deux ateliers : - Le premier animé par un photographe qui après un échange avec les participantes réalise durant 2 jours des portraits. - Atelier d'écriture (5 séances de 2 Heures) animé par un écrivain et un professeur des écoles, les écrits étant inspirés par les portraits réalisés. <u>Moyens mis à disposition par la structure et ses partenaires pour la réalisation de l'action</u> : Ces deux ateliers ont été préparés: - par l'intervention d'une bibliothécaire de la Médiathèque de Limoges qui a évoqué l'image de la femme à travers la littérature et la presse. - par l'intervention de 2 professeurs des écoles sur les techniques de poésie. - par la socio-esthéticienne qui a amené les participantes à prendre conscience qu'elles méritaient d'être photographiées. Le personnel de soins (médecin, psychologue, infirmière) qui ont accompagné les détenues dans cette démarche. Le personnel de surveillance a été constamment associé au projet. L'intervenante en arts plastiques a favorisé l'exposition et la mise en valeur des travaux.
Brève présentation de l'expérience de la structure dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme	Les réalisations produites lors de ces ateliers ont fait l'objet tout d'abord d'une exposition au quartier femmes de la maison d'arrêt de Limoges où se sont retrouvées les participantes et les acteurs du projet ainsi que des représentants du monde judiciaire (magistrats, personnels pénitentiaires) , de la culture (DRAC Médiathèque de Limoges, CRL), de l'éducation nationale (inspection académique) de la délégation aux droits des femmes et du milieu associatif (association socio-culturelle et visiteurs de prison). Une exposition a également eu lieu hors les murs à la Médiathèque de Limoges dans le cadre d'une manifestation organisée par les ligues des droits de l'homme sur le thème de la prison.

ACTION N°4 « DECOUVERTE DE LIMOGES ET DE SA REGION »
Unité Locale d'Enseignement, Maison d'arrêt de Limoges, quartier Hommes

Structure	Unité pédagogique régionale de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux Unité Locale d'Enseignement, Maison d'arrêt de Limoges , créé en 1999 17bis place Winston Churchill – 87032 LIMOGES tél. 05 55 77 53 34 - rle.ma-limoges@justice.fr
Praticien de l'atelier FPP	Fabrice LAPRADE, Responsable local de l'enseignement
Grandes lignes de l'action de lutte contre l'illettrisme analysée dans les travaux du FPP de l'ANLCI en région	<u>Date de réalisation</u> : fin mars à fin mai 2009 <u>Historique de l'action</u> : dDemande des apprenants <u>Bénéficiaires de l'action</u> : Groupe d'hommes d'origine principalement de l'est (Moldavie, Russie, Lituanie, Arménie, Albanie et Bulgarie) auquel se rajoutent un irakien et un algérien. Nombre fluctuant entre 6 et 10 au gré des incarcérations et des libérations ou transfèrements. <u>Constats, besoins ou diagnostics préalables à l'action</u> : Certains détenus sont incarcérés à la MA de Limoges sans jamais avoir mis les pieds dans le Limousin auparavant. D'autres n'ont sillonné les rues de Limoges que pendant quelques semaines avant d'être arrêtés. Enfin pour les autres, la barrière de la langue n'a pas permis la découverte et la compréhension du patrimoine Limousin. Les niveaux de maîtrise de la langue française sont extrêmement variés, allant d'hommes non scripteurs à d'autres pouvant tenir une conversation. <u>Objectifs / résultats attendus de l'action</u> : - Découvrir le patrimoine local, - Approfondir le vocabulaire et l'apprentissage de la langue française. <u>Brève présentation de la mise en œuvre de l'action</u> : Travail par thématique, logos limousin, vocabulaire de la ville, se repérer et s'orienter, visite virtuelle de la ville de Limoges, histoire de Limoges, la porcelaine, les grèves de 1905, langue d'oc et langue d'oïl, les traditions... <u>Moyens mis à disposition par la structure et ses partenaires pour la réalisation de l'action</u> : Travail avec des documents variés : dépliants et guides touristiques, cartes et plan, annuaires, romans régionaux, bandes-dessinées...
Brève présentation de l'expérience de la structure dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme	L'illettrisme est un des phénomènes massifs d'exclusion dans notre société ; il est encore aggravé par les conditions de vie en prison. C'est un obstacle essentiel à la réinsertion sociale et professionnelle de ceux qui en sont victimes. Il importe donc de travailler activement avec les détenus illettrés en identifiant cette population à haut risque, dans un esprit de discrimination positive. La lutte contre l'illettrisme constitue une des priorités de la politique de réinsertion de l'administration pénitentiaire. La lutte contre l'illettrisme s'appuie sur un partenariat fort avec le service public de l'enseignement qui est présent de façon permanente en prison et compétent en matière de diagnostic et de traitement. Le repérage des personnes illettrées existe depuis 1995. L'Unité Locale d'Enseignement doit faire en sorte que chaque personne ne maîtrisant pas la lecture ou la langue française se voit proposer un parcours d'enseignement.

**ACTION N°5 « RENCONTRE AVEC UN AUTEUR : Jean-Marie Chevrier »,
Bibliothèque Départementale de la Creuse, Maison d'arrêt de Guéret**

Structure	Bibliothèque Départementale de la Creuse BP 286 – 23006 GUERET - tél. 05 44 30 26 86 - mediatheque@cg23.fr Responsable : Marie Pascale BONNAL, Directrice
Praticienne de l'atelier FPP	Marie Pierre PARANTON, Bibliothécaire - mpparanton@cg23.fr
Grandes lignes de l'action de lutte contre l'illettrisme analysée dans les travaux du FPP de l'ANLCI en région	<u>Date de réalisation</u> : programmation annuelle : rencontre le 15 mai 2009 <u>Historique de l'action</u> : Action menée chaque année dans le cadre du mai du Livre, demande des apprenants <u>Bénéficiaires de l'action</u> : Une dizaine de détenus âgés de 20 à 55 ans <u>Constats, besoins ou diagnostics préalables à l'action</u> : Peu de lecteurs en prison, approche méfiante du livre et des auteurs en général <u>Objectifs / résultats attendus de l'action</u> : Découvrir un auteur et donner envie de lire, valoriser les détenus

ACTION N°6 « JE DANSE DONC JE SUIS »
Centre régional du livre en Limousin, ALCOL, Maison d'arrêt de Limoges,
quartier Femmes

Structure	Centre régional du livre en Limousin - CRL 13 boulevard Victor Hugo - 87000 Ville : Limoges Tél. 05 55 77 47 49 - www.crl-limousin.org Marie-Laure GUERACAGUE, directrice
Praticienne de l'atelier FPP	Claire SOUBRANNE, chargée de mission développement des actions culturelles en milieu pénitentiaire - claire.soubranne@crl-limousin.org
Grandes lignes de l'action de prévention ou de lutte contre l'illettrisme analysée dans les travaux du FPP de l'ANLCI en région	<u>Date de réalisation</u> : du 12/05/09 au 17/07/09 ; séances de 2h de philo, 8 séances de 2h de danse et 2 séances de 2h philo+danse. <u>Historique de l'action</u> : L'association Traction - Danse et différence est porteuse de ce projet coordonné par le Centre régional du livre en Limousin. Le corps est le thème prédominant du projet. Il est au centre des ateliers philosophie et bien sûr outil premier pour une danseuse. Le film s'attachera à créer une esthétique du corps en mettant en lumière le dialogue établi entre le mouvement dansé, et la pensée énoncée. Il donnera à voir en majeure partie des images de l'atelier danse. <u>Bénéficiaires de l'action</u> : 6 détenues, de 25 à 55 ans. <u>Constats, besoins ou diagnostics préalables à l'action</u> : Besoin de favoriser l'expression des détenues, qu'elles se réapproprient leur pensée et leur corps. L'enfermement physique et mental peut dater depuis bien avant l'entrée en détention. La combinaison danse et philosophie est une rencontre inédite, et pourtant elle paraît tout à fait naturelle. L'expression ne passe pas forcément par la lecture et l'écriture, le corps et la sensation lui donnent une autre dimension. <u>Objectifs / résultats attendus de l'action</u> : Les objectifs du double atelier : - provoquer la rencontre du corps et de la pensée ; - développer un travail où sensations et réflexions se complètent, s'enrichissent ; - exploiter un même thème dans deux langages différents ; - confronter une expression artistique à l'expression d'une pensée ; - se réconcilier avec son propre corps, l'image que l'on s'en fait et que l'on donne à voir. Les objectifs du film : - approfondir et donner une forme tangible à la rencontre de la philosophie et de la danse - créer un objet artistique valorisant à partir du travail entrepris ; - sensibiliser le grand public à la question carcérale par la diffusion du film. <u>Brève présentation de la mise en œuvre de l'action</u> : Le projet se déroule en quatre étapes : Première étape (mai et juin 09) : huit séances d'entretiens philosophiques (séances enregistrées) Deuxième étape (juillet 09) : huit séances de danse (séances filmées) Troisième étape (juillet 09) : deux séances de rencontre philo-danse (séances filmées) Quatrième étape (juillet 09) : montage du film <u>Moyens mis à disposition par la structure et ses partenaires pour la réalisation de l'action</u> : Le SPIP de la Haute-Vienne, la DRAC du Limousin, le Ministère de la Culture (AEDI), la Ville de Limoges, le CRL sont les financeurs de ce projet exceptionnel.
Brève présentation de l'expérience de la structure dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme	Le CRL a pour mission de coordonner des activités culturelles dans les maisons d'arrêt et centre de détention du Limousin. A ce titre, il organise des ateliers théâtre, écriture, philo, BD, musique..., des concerts, des rencontres... Ces ateliers sont animés par des professionnels et s'adressent à un public lettré et illettré. L'art est rendu accessible à tous, dans le but de trouver une forme d'expression personnelle, de se réconcilier avec soi-même, d'avoir envie de découvrir d'autres domaines, d'autres gens, d'autres cultures...

(sauf action N° 5)

Pour faciliter la transférabilité des actions, les tableaux ci-dessous nous précisent les caractéristiques de chacune d'elles :

Pour agir, il faut :

- **Identifier le public** : hétérogénéité des niveaux, temps de présence aléatoire et en fonction des peines ou des attentes de jugement. La question du genre : est-ce qu'on intervient de la même façon avec un public féminin ? (quartier de femmes à Limoges, *action Féminité*)- Le mode d'intervention est différent selon les hommes et les femmes pour des raisons culturelles, sociales que nous connaissons. D'après les témoignages de nos patriciens, dans ces lieux, la vie en détention se vit souvent de façon très différente entre les hommes et les femmes. On n'intervient pas de la même façon d'un genre à l'autre, la transposition n'est pas mécanique (sauf pour l'apprentissage formel)
- **Identifier les lieux** où se déroulent les actions : la disponibilité, les ressources sur place, les contraintes liées à la sécurité, à l'occupation des espaces.
- **Identifier les personnes ressources** sur place : rôle et missions de chacun
- **S'assurer de la qualification des intervenants** extérieurs, leur capacité à adapter leur prestation face à un public hétérogène, dans un temps limité.
- **Mesurer si possible l'impact** : dans ce contexte particulier les mesures d'impact sont souvent et uniquement basées sur des indicateurs comportementaux et c'est ici important, mais pas suffisant pour les praticiens. Les mesures réflexives sur la pratique en tant que telle sont soumises également au temps. L'évaluation est rendue difficile, sauf dans le cas d'apprentissages formels où l'on peut mesurer les effets par un contrôle des connaissances (amélioration de la communication à l'oral par exemple).
- **Profiter de l'opportunité d'un public « captif »**, pour qui la prison est aussi le lieu du premier contact avec l'enseignement et avec les pratiques culturelles. Un acteur du Forum avait mis en place des sessions de danse dans un quartier d'hommes. Ils s'étaient prêtés au jeu avec plaisir en avouant n'avoir jamais imaginé à l'extérieur danser et encore plus l'avouer à leur entourage. Cet effet « d'aubaine » permet aux intervenants de construire des activités à haute valeur ajoutée.

ACTION N°1 « BULLE DE TULLE », SPIP de CORREZE, Maison d'arrêt de Tulle

Le public	Les praticiens	L'environnement	L'impact	les éléments de comparaison entre les actions (les invariants/les convergences)
* Personnes placées sous mains de justice : niveau hétérogène mais en majorité en grande difficulté avec les savoirs de base * des hommes une dizaine de détenus 25 à 55 ans	Intervenants habituels : le SPIP Intervenants extérieurs spécifiquement dédié à l'action : un dessinateur professionnel (en partenariat avec la Bibliothèque Municipale de Tulle	*Maison d'arrêt de Tulle : peines courtes, prévenus en attente de jugement, flux des personnes important * le lieu : bibliothèque /salle de cours	*10 hommes *Réalisation d'une planche en une semaine, expression des personnes à travers le dessin *exposition *Valorisation du travail des détenus *satisfaction de pouvoir s'exprimer par une autre forme que l'écrit *rencontre avec un dessinateur	Les invariants : le public (détenus) la complexité à mettre en place une action avec l'accord de tous les partenaires de la prison..... *Des ateliers de courtes durées, inscrits dans une logique plus globale d'animation autour de projets artistiques et culturels définis au sein de l'établissement chaque année avec tous les partenaires

ACTION N°2 « VEILLEE THEATRE », ARGOS, Centre de détention d'Uzerche

Le public	Les praticiens	L'environnement	L'impact	les éléments de comparaison entre les actions (les invariants/les convergences)
* Personnes placées sous mains de justice : niveau hétérogène * des hommes une quinzaine de détenus 20 à 65 ans * sur la base du volontariat après appel à candidature par voie d'affichage	Intervenants habituels : le SPIP, ARGOS Intervenants extérieurs spécifiquement dédié à l'action : Association ALEAGON, +comédienne Partenaires : BDP prêt de livres	*Centre de détention d'Uzerche (peines plus longues qu'en MA) mais difficulté d'avoir un groupe permanent, superposition d'activité et temps de travail * le lieu : salle polyvalente de la prison (présentation globale à toutes les équipes de la prison et les détenus inscrits)	* créer une émulation dans un groupe qui ne s'est pas choisit * aller vers un dépassement de soi par l'expression théâtrale * mieux maîtriser l'expression orale * reconstruire une image de soi plus positive *mieux être durant l'activité	Les invariants : le public (des détenus) la complexité à mettre en place une action avec l'accord de tous les partenaires *Des ateliers de courtes durées, répétés dans le temps dans le cadre des programmations culturelles annuelles En termes d'impact : chaque activité est un temps d'évasion de sa cellule

**ACTION N°3 « FEMINITE EN PRISON », SPIP de la Haute Vienne,
Maison d'Arrêt de Limoges, quartier Femmes**

Le public	Les praticiens	L'environnement	L'impact	les éléments de comparaison entre les actions (les invariants/les convergences)
*Personnes placées sous mains de justice (des femmes) pas de repérage de niveau a priori en amont, choix des participants sur la base du volontariat ; Photos floutées pour l'exposition à l'extérieur	Intervenants habituels : L'enseignant, le SPIP, le service médical et social. Intervenants extérieurs spécifiquement dédiés à l'action : le photographe, la socio esthéticienne, animateur atelier poésie, (en partenariat avec la BFM de Limoges)	Quartier de femmes maison d'arrêt de Limoges * le lieu : bibliothèque atelier dédié à l'intérieur de l'établissement, aménagement spécial, autorisation particulière * la fréquence : deux semaines contraintes liées aux autres activités (formation/travail/durée des peines)	8 femmes *Equipe transversale et pluridisciplinaire, *adhésion du projet par l'ensemble des partenaires *exposition à l'intérieur de l'établissement et à l'extérieur * reconstruction narcissique amélioration de l'image de soi Dialogue et échanges	Les invariants : la complexité à mettre en place une action avec l'accord de tous les partenaires (communication planning, mise en relation avec les autres activités de la prison..... Pas de mixité des publics H/F *Des ateliers de courtes durées En termes d'impact : chaque activité est un temps d'évasion de sa cellule

ACTION N°4 « DECOUVERTE DE LIMOGES ET DE SA REGION »
Unité Locale d'Enseignement, Maison d'arrêt de Limoges, quartier Hommes

Le public	Les praticiens	L'environnement	L'impact	les éléments de comparaison entre les actions (les invariants/les convergences)
* Personnes placées sous mains de justice : personnes d'origine étrangère en majorité, en grande difficulté d'expression orale en français demande émanant des personnes * des hommes, une dizaine	Intervenant habituel : * Enseignant de l'ULE Création de supports pédagogiques spécifiques, recherche historique, repérage des lieux, supports photos, plans, en lien avec les apprentissages de base (déchiffrement, numération de base ...)⁶ Partenaires extérieurs pour les supports	*Maison d'arrêt de Limoges : peines courtes, prévenus en attente de jugement, flux des personnes important * le lieu : bibliothèque /salle de cours	*10 hommes * travail thématique * évaluation de l'action auprès des détenus : amélioration de la communication orale, amélioration de l'implication, curiosité et intérêt manifestés par une demande précise Entre aide entre détenus	Les invariants : le public (détenus) * Les divergences : la demande vient des personnes, c'est la demande qui crée les contenus de l'action

⁶ Annexe : support et outils pédagogique conçus et réalisés par M. Fabrice Laprade responsable local d'Enseignement – Maison d' Arrêt de Limoges (87)

ACTION N°6 « JE DANSE DONC JE SUIS »
Centre régional du livre en Limousin, ALCOL, Maison d'arrêt de Limoges,
quartier Femmes

Le public	Les praticiens	L'environnement	L'impact	les éléments de comparaison entre les actions (les invariants/les convergences)
* Personnes placées sous mains de justice (des femmes) pas de repérage de niveau a priori en amont, choix des participants sur la base du volontariat ; * 7 femmes entre 18 et 55 ans	Intervenants habituels : CRL et SPIP pour la coordination Intervenants extérieurs spécifiquement dédié à l'action : <i>Traction-danse compagnie</i> Une équipe technique pour la vidéo , un professeur de philo- coordination et préparation du projet en amont	*Maison d'arrêt de Limoges : peines courtes, prévenues en attente de jugement * le lieu : bibliothèque (philo) Salle polyvalente (danse) *Femmes filmées avec des masques pour diffusion *approche esthétique et expressive par le corps	Réalisation d'un film 8 séances d'entretiens philosophiques 8 séances de danse 2 rencontres philo-danse Montage du film * projections internes et externe Echanges sur des thématiques à forte valeur symbolique prise de conscience échange et dialogue avec l'extérieur et avec un professionnel	Les invariants : le public (des détenus) différence : des FEMMES , la complexité à mettre en place une action avec l'accord de tous les partenaires * projet en amont, phase de réalisation au moins 6 mois (deux mois de phase opérationnelle)

CE QU'IL FAUT FAIRE POUR QUE ÇA MARCHE LES 6 CRITERES DU FORUM PERMANENT DES PRATIQUES

Au crible des critères présentés ci-dessous, une action, pour être opérationnelle se doit à minima de comprendre et d'identifier la nature des besoins (repérage et cadres formels), s'assurer d'un partenariat construit sur des exigences réciproques de respect des prestations, du calendrier, des coûts engagés, des compétences des intervenants par exemple.

Indicateurs globaux	Indicateurs spécifiques	Preuves de concrétisation
Action N°4 : Découverte de Limoges et de sa région maison d'Arrêt de Limoges		
1. IDENTIFICATION DES PUBLICS		
Repérage et analyse des publics action faite à partir de la demande du public	Test systématique : <i>bilan de lecture</i> des entrants	Orientation vers les sessions d'enseignement
2. MISE EN RESEAU, PARTENARIAT VOLONTÉ POLITIQUE FAVORISANT LE MAILLAGE		
Convention Ministère de la justice et de l'Education nationale	Rôle + missions + moyens définis dans les conventions cadres	- Préparation des séances avec les détenus, partage du projet en réunion pluridisciplinaire - Dans le cadre des enseignements en prison inscrit dans le Plan régional d'accès pour tous à l'écriture et aux compétences
3. COMPÉTENCES DES ACTEURS		
Enseignant spécialisé mis à disposition par l'Education nationale	Diplôme d'enseignement spécialisé	Plus de 5 ans d'expérience en milieu carcéral
4. OUTILS ET DISPOSITIFS ADAPTÉS ET PARCOURS PERSONNALISÉS		
Réponse à une demande des participants	Repérage des difficultés à parler et communiquer en interne de la prison	Atelier collectif avec des parcours individualisés et personnalisés en fonction du niveau des détenus activité orale collective activité individuelle à l'écrit

5. COMMUNICATION AUTOUR DE L'ACTION ET DE SES OBJECTIFS

Action en interne de la prison	Action en interne de la prison	Communication aux autres membres de l'équipe pédagogique et au personnel de l'établissement
--------------------------------	--------------------------------	---

6. IMPACTS MESURÉS AU TERME DE L'ACTION

Evaluation des effets sur le plan personnel	Mieux être des détenus moins d'isolement, amélioration de la confiance en soi	Meilleure communication à l'oral
Evaluation des acquis pédagogiques individuellement	Implication des stagiaires, meilleure autonomie	Mesure des progrès en expression orale en cours et dans l'établissement
Evaluation des acquis pédagogiques collectivement	Atténue les tensions au sein du groupe Communication plus aisée	Coopération collective, entraide

Indicateurs globaux	Indicateurs spécifiques	Preuves de concrétisation
Actions culturelles comme effet levier Maison d'arrêt de Tulle, Guéret & Limoges		

1. IDENTIFICATION DES PUBLICS		
Repérage et analyse des publics hétérogènes (présupposé que plus de la moitié ont des difficultés à l'écrit)	Convention Ministère de la justice et ministère de la culture	Postulat de départ inscrit dans les textes. Activités culturelles comme levier aux apprentissages et au mieux être

2. MISE EN RESEAU, PARTENARIAT VOLONTÉ POLITIQUE FAVORISANT LE MAILLAGE		
Construction des projets globaux en amont inscrits dans le cadre formel des partenariats entre ministères	Rôle+missions+moyens définis dans les conventions cadres	En amont préparation des séances avec les artistes (auteur, danseur, acteur, etc.) partage et validation du projet en réunion pluridisciplinaire Conventions avec associations culturelles ou compagnies, ou artistes,

3. COMPÉTENCES DES ACTEURS		
Equipe coordonnée par le SPIP, seul compétent et légitime en prison pour organiser les actions	Professionnels de la culture et de l'insertion	Artistes professionnels et animateurs aguerris au milieu carcéral

4. OUTILS ET DISPOSITIFS ADAPTÉS ET PARCOURS PERSONNALISÉS		
Dimension collective du projet spécifique à l'environnement carcéral	On propose une offre en partant des potentialités créatrices des détenus	Adaptation des séances culturelles au milieu et au public les contraintes engendrent des adaptations spatiales dans le cadre des ateliers théâtre ou la lecture est sollicitée apprentissage oral des textes (courts et adaptés)

5. COMMUNICATION AUTOUR DE L'ACTION ET DE SES OBJECTIFS		
Obligation de communiquer par voie d'affichage en prison	inscription des détenus auprès de l'administration	communication en interne en équipe pluridisciplinaire

6. IMPACT MESURÉS AU TERME DE L'ACTION

Evaluation des effets individuellement	mieux être des détenus moins d'isolement, amélioration de la confiance en soi	Meilleure communication à l'oral fréquentation de l'atelier- assiduité
Evaluation des acquis collectivement	Attenu les tensions au sein du groupe et de l'établissement	Coopération collective, entraide
Effets sur les personnels (tous corps confondus)	Tensions moins importantes au sein de la prison (au moment des activités en tout cas)	Participation effective des détenus, participation du personnel aux rencontres départementales par exemple sur le sujet

Les praticiens ont recours à des activités culturelles décrites dans les fiches action pour un public en situation d'illettrisme ou en difficulté avec la langue : actions artistiques, actions autour du livre, création de spectacles, utilisation de supports et outils culturels, mais que signifient pour l'établissement pénitentiaire, pour les personnels ou pour les praticiens eux-mêmes ces usages. Comment en décrire les effets induits et les modéliser avec des objectifs induits identifiés ?

Le choix d'une activité artistique ou culturelle suscite le plaisir, la curiosité, le questionnement et la réflexion auprès des détenus. Pour les partenaires, cette activité culturelle favorise le décroisement et ouvre cet espace vers l'extérieur.

Le choix d'une activité, d'un support suppose des modalités différentes :

On peut identifier 3 grandes modalités d'investissement culturel

Les activités n'ont pas toutes les mêmes objectifs, affichées ou non. Découvrir la bibliothèque par exemple, c'est pour le praticien un acte éducatif, c'est donner une ressource supplémentaire aux personnes pour non seulement trouver des livres, gagner du temps hors de la cellule, mais aussi amener une pratique de l'extérieur à l'intérieur. C'est le pivot indispensable aux autres activités, le seul lieu culturel légitime et le seul espace dédié (on pense aux problèmes d'occupation de l'espace, la bibliothèque occupant un espace qui lui est propre).

Créer un spectacle de danse c'est un acte esthétique, qui parie sur les potentialités de chaque personne, qui concourt à une expression différente, source de plaisir, mais aussi et surtout de questionnements personnels.

	Accompagnement des publics	Accompagnement des pratiques	Intervention artistique
Productions Effets produits	* Expo, bibliothèque, rencontre (action°2 : rencontre d'un auteur, veillées théâtrales)	* Productions encadrées, (traces) réalisation d'objets artistiques ou littéraires (Action 1: <i>bulle de Tulle</i>)	* Des professionnels travaillent pour et à partir du public (actions 3&6 : Danse, Féminité)
Lieux et moments d'intervention	* Ponctuel, parfois avec un suivi, *bibliothèque de la prison	* Peut servir d'exercice d'application des compétences acquises en formation de savoir de base * salle de cours, salle polyvalente	* Intervention de prof ou d'amateur –transforme ce que les personnes « sont » (projet danse) ou disent (les écrits en prison) en matériau poétique en œuvre artistique * salle polyvalente, salle de cours

Quels sont les enjeux des pratiques culturelles au regard des actions de savoirs de base ? Quels impacts sur les personnes en difficulté avec l'écrit peut-on mesurer ?

4 formes d'impact repérées :

La culture comme détour → L'activité avec des supports ou objets culturels (*action découverte de Limoges*) agit directement sur les difficultés des personnes en situation d'illettrisme crée un environnement favorable, soit pour un maintien en formation, par exemple, ou contribue à redonner confiance en soi, désacralise le rapport à l'écrit.

La culture comme déplacement → L'action culturelle a pour objectif (affiché ou non) l'éducation au regard. Par exemple : l'expression de soi, en dehors des formes écrites classiques, c'est la réalisation d'un objet ou d'un texte. L'action s'appuie sur les *potentialités créatives* des détenus (*action Bulle de Tulle*).

La culture comme déclenchement → L'action culturelle induit une prise de conscience, un besoin de formation par exemple, suscite l'appétence, le désir d'apprendre (*toutes les actions*).

La culture comme révélation → L'action culturelle va permettre de produire quelque chose (grâce au recours d'artistes par exemple, ou/et après avoir créé un objet) suscite le désir d'aller au-delà d'une pratique ludique ou récréative ⇒ peut enclencher une volonté de réhabilitation ⇒ moteur le plus puissant sans doute qui motive les détenus (*toutes les actions*).

Chaque dimension étant complémentaire, et agissant parfois simultanément.

Quelle place, quel rôle des outils ou supports ?
Capitalisables, transférables ?

Les praticiens ont construit leurs outils ou supports en intégrant de façon induite les difficultés des détenus pour la plupart d'entre eux, à lire et à écrire. On le voit pour mettre en place toutes ces actions les praticiens de notre atelier n'ont pas cessé de construire des outils, des supports :

- Un scénario de mise en scène (Philo –danse)
- Des supports facilitant la lecture (action veillée théâtre)
- Des fiches de progression pédagogique avec supports variés (BD, plan, photos, annuaire...) Action découverte de Limoges
- Des « conducteurs », un déroulé (féminité) etc...

Il y a les outils pratiques (fiche de présentation des actions par exemple, travail sur les panneaux (Bulle de Tulle)).

Il y a des supports ou outils de médiation, des supports construits en commun entre partenaires – Féminité- Bulle de Tulle- Je danse donc Je suis. L'objet produit peut être des documents de communication pour les partenaires.

C'est le lien entre le dedans et le dehors qui valorise le travail des détenus, des acteurs, c'est l'objet produit, la réalisation dont nous parlions dans les conditions de réussite d'une action.

Comment transférer ces outils ?

L'identification du contexte et de la démarche, l'évaluation des besoins, la communication autour des actions sont transférables comme démarche et conditions préalables de mise en œuvre.

Les outils ou supports utilisés demeurent une production (ou une co-production parfois) des acteurs locaux, les outils étant souvent la matérialisation du projet lui-même. Les actions (Féminité- Je danse donc Je suis – Bulle de Tulle) sont le fruit d'une coproduction pédagogique et esthétique de plusieurs professionnels vers un même objet.

Ce qui est transférable ce ne sont pas tant les outils, qu'une démarche, des procédures et les objectifs opérationnels et induits décrits dans les tableaux synthétiques.

Pour autant, les outils et supports créés par les praticiens, sont surtout l'occasion de revenir en arrière, de capitaliser toutes les démarches, comme une réflexion –action sur les manières de faire, un moyen de communiquer et d'échanger avec d'autres professionnels.

Le temps du Forum fut à cet égard un temps précieux de reformulation et de décryptage de leurs gestes et postures professionnels.

Troisième partie

1

Recueil de témoignages, paroles de praticiens, d'acteurs du Forum Permanent en Limousin

« Il faudrait mieux communiquer entre les services et les intervenants pour que les détenus s'y retrouvent »

« Les ateliers théâtre sont des lieux d'échange de savoirs entre détenus »

« Le temps de la prison est souvent un temps mort, voire un temps de régression pour les détenus »

« Il y a une labellisation des procédures à l'entrée en prison, pourquoi pas une labellisation à la sortie des détenus »

« Comment transférer les compétences acquises en prison des détenus quand ils sortent »

« Pourquoi ne pas envisager des remises de peine pour des participations actives aux ateliers ? »

« Pourquoi ne pas prévoir des aménagements de peine pour la formation aux savoirs de base »

« On vient aux ateliers ou aux activités pour de mauvaises raisons et on y reste de peur de bonnes »

« Il faut décroiser les espaces, les ministères ont signé des conventions, mais les acteurs de terrain ne se retrouvent pas toujours dans un espace et un temps communs »

Ces paroles sont l'expression libre des acteurs du Forum permanent lors de nos rencontres départementales et durant les ateliers

Les activités décrites ne sont pas transférables, elles sont le résultat d'une volonté et d'une programmation, privilégiant chaque année un axe de développement (la lecture, le spectacle vivant, le cinéma... Ce qui peut alors, être amélioré tant en terme de contenus que de fréquence des programmations dépendra des modalités de mise en œuvre des actions et du temps réglementaire de la prison.

Mais bien plus que les activités en tant que telles et leurs contenus, les axes de développement doivent porter sur l'organisation, la coordination des acteurs dans cet espace social particulier, l'articulation avec la vie au quotidien pour les surveillants comme pour les détenus.

2.1 Le niveau institutionnel

Le dernier rapport (en date du mois d'octobre 2009) des actes du colloque de l'Unesco sur l'illettrisme (Colloque UNESCO-DAP-PMJ3-JPL) définit très précisément les ambitions et les axes de progrès à mettre en œuvre en milieu carcéral dans le champ de la lutte contre l'illettrisme.

« (...) L'administration pénitentiaire souhaite développer un plan de lutte contre l'illettrisme qui assure un repérage à 100% alors que le dispositif actuel ne couvre environ que la moitié des entrants... »

Le plan de lutte contre l'illettrisme prévoit de réorganiser la prise d'information initiale par les services pénitentiaires à l'accueil.

Cette réorganisation s'articule avec la mise en place de quartiers arrivants, notamment dans les établissements en expérimentation sur les règles pénitentiaires européennes (RPE). Les personnels pénitentiaires affectés dans ces quartiers arrivants peuvent assurer des entretiens systématiques et réaliser des observations qui seront ensuite saisies sur les applications informatiques prévues pour les quartiers arrivants.

Depuis 2007, il est demandé aux enseignants une saisie sur le réseau informatique justice ATF- GIDE. L'utilisation par tous les services d'ATF est une perspective qui conditionne la mise en place d'une orientation concertée, d'un échange d'informations et d'un suivi cohérent des parcours de formation des personnes les plus démunies ».

Ce rapport démontre avec des exemples d'activités qu' *« Un volume horaire adéquat pour être réaliste et envisager de résultats tangibles un volume de **12 heures** hebdomadaires conviendrait ».*

- *Envisager une prise en charge régulière : l'emploi du temps doit être strictement respecté ; la présence des mêmes intervenants et*

l'appartenance à un groupe de même niveau rassure et conforte le détenu dans démarche d'apprentissage.

- *Consolider les entrées culturelles qui développent le plaisir lié à l'apprentissage, notion essentielle pour envisager la pérennité des acquis, et permettent la réalisation de productions de qualité. »*

Il est heureux de constater les ambitions pour les prisons sur la question de l'illettrisme.

- Le **repérage systématique**, pour une orientation mieux concertée, améliorera les chances de toucher les publics les plus en difficulté.
- La saisie informatisée, dans un contexte national, des **niveaux de lecture** repérés à l'entrée, permettra également d'avoir des données plus fiables qui serviront de base à une meilleure évaluation des besoins en terme d'heures d'enseignement à mettre à disposition et contribueront à une meilleure adaptation des politiques publiques en milieu carcéral en matière de lutte contre l'illettrisme.
- Une meilleure prise en charge des publics par une augmentation de l'offre de formation

2.2 Le niveau des acteurs et des praticiens de terrain

Ce qui se dégage au terme des ateliers et des rencontres départementales se situe à plusieurs niveaux :

Sur le contenu des actions en tant que telles :

- 1) Améliorer les **évaluations** de chaque action pour en valoriser les résultats et en assurer éventuellement leur pérennité ; le critère d'impact sur les comportements et l'assiduité étant souvent les seuls éléments repérables (détenus en flux tendu qui restent peu de temps).
- 2) Améliorer le temps de **préparation** des outils et supports, des projets culturels, notamment des outils de médiation, avec du personnel spécialement formé (médiateur culturel, pourquoi pas un surveillant référent sur cette question précise avec une formation idoine ?)
- 3) Augmenter les temps de **coordination** entre les acteurs intervenant en prison, construire ou consolider les équipes pluridisciplinaires. Tous les acteurs du Forum déplorent le manque de liens, de coordination des différents acteurs. Fonctionnement trop vertical et pas assez transversal.

Sur l'organisation en interne de la prison

- 1) **Améliorer la concertation entre les différents acteurs et intervenants.**
Consolider les temps transdisciplinaires entre tous les intervenants, rendre plus lisible le projet d'établissement vis-à-vis des détenus, les inscrire dans une logique de parcours pour éviter une impression d'activité successives sans liens apparents entre elles.
- 2) **Mieux organiser les temps d'apprentissage et les temps de travail,**
notamment pour les détenus indigents qui ont besoin de travailler en prison pour avoir de l'argent et « cantiner » (acheter cigarettes, louer la télévision, le frigidaire). Ils choisissent l'activité rémunérée plutôt que l'atelier de savoirs de base non rémunéré. Les détenus peuvent bénéficier malgré tout de remise de peine lorsqu'ils suivent les cours d'enseignement. Il faudrait proposer une rémunération des détenus au même titre que l'on indemnise les stagiaires de la formation professionnelle.
- 3) **Former et rémunérer les détenus à la gestion des bibliothèques dans les prisons.** Les bibliothèques sont gérées le plus souvent par des détenus indemnisés, il faut améliorer leur formation, et valoriser la rémunération à la hauteur des indemnités liées au travail. Dans certaines prisons la bibliothèque est gérée par des détenus « bénévoles » d'où un manque de suivi et gestion des stocks, un manque d'animation autour de la lecture. Une indemnité équivalente à celle reçue pour le travail serait motivante et permettrait une offre de qualité.
- 4) **Mieux impliquer les personnels de surveillance.** Ils sont un des piliers de l'institution, ils garantissent la sécurité tant de l'établissement, des intervenants extérieurs que des détenus entre eux, ils concourent et facilitent à l'organisation des activités. Il faudrait renforcer leur implication dans le cadre réglementaire de leur travail en mettant en place des modules de sensibilisation dans le cadre leur formation initiale ou continue. Aujourd'hui, les contenus de la formation initiale à l'ENAP (Ecole nationale de l'Administration Pénitentiaire) ne comprennent que quelques heures sur les questions liées à la vie sociale et culturelle dans les établissements. Abonder ces volumes de formation, créer des poste de surveillant référent – lecture, référent-bibliothèque, référent-théâtre, aiderait à convaincre que les activités culturelles à l'instar de l'enseignement (qui bénéficie d'une légitimité aux yeux des surveillants) ne sont pas seulement une source de tracas supplémentaire mais qu'elles peuvent rendre la prison plus supportable aux détenus et à eux-mêmes et contribuer ainsi à diminuer les tensions.

Sur les institutions et les cadres réglementaires

1) Abonder les heures de formation dévolues à la formation de base.

La dotation des heures de formation est souvent insuffisante au regard des besoins repérés.

2) Développer les ponts et les liens avec l'extérieur. La logique de parcours nécessaire en interne, doit aussi être construite à la sortie de prison, comment en dehors du cadre réglementaire du suivi par les SPIP des conditions de sorties, peut-on envisager la poursuite d'un atelier artistique ou d'une formation de base à l'extérieur ? Par exemple, les détenus ne sont pas inscrits au Pôle emploi. Lors d'une sortie prévisible, dans le temps, pourquoi ne pas inscrire en amont les détenus afin d'améliorer les chances d'insertion professionnelles et qu'il n'y ait pas de rupture dans le parcours.

3) Maintenir les associations au sein des établissements Celles qui organisent entre autre les activités socioculturelles et collectent l'argent nécessaire aux financements des artistes, des professionnels qui interviennent auprès des détenus. Elles proposent des offres de service en lien avec les DRAC notamment. En fait, la gestion des établissements donnée à des opérateurs privés risque d'entraîner la disparition de cette offre car les associations n'auront plus le bénéfice de la gestion des prix de location des télévisions qui fiancent ces acticités culturelles (la location d'une télévision ne peut résumer à elle seule l'alibi d'une pratique culturelle, ce qui serait contraire aux textes réglementaires sur la présence et la pratique culturelle de qualité en prison).

Les conclusions et les recommandations de l'Expert

Les acteurs du champ culturel

Tous les praticiens ayant participé aux ateliers ont une démarche, une pratique et une approche opérationnelle. La lutte contre l'illettrisme est entrée dans « le droit commun » des politiques mises en place en prison (cf. 1ère partie du Kit). Les acteurs ne sont pas mus par la seule force de conviction et la bonne volonté sociale. Ils se sont professionnalisés au fil du temps, grâce aussi à des cadres réglementaires stricts : évaluation des entrants obligatoire avec un outil commun, obligation de faire appel à des structures culturelles légitimes et officielles, les DRAC, le centre régional du Livre en Limousin par exemple, qui garantissent la qualité artistique des intervenants.

Pour autant d'autres acteurs sont aujourd'hui aussi légitimes en termes d'expertise culturelle et sociale. Les associations qui œuvrent dans les prisons et qui ont acquis une expérience ont construit des stratégies de partenariats locaux, (avec des élus des collectivités par exemple) et sont garants eux aussi de pratiques de qualité.

Les acteurs légitimés des pratiques artistiques et culturelles ne se spécialisent pas pour un groupe particulier de publics.

Recommandations :

Consolider les outils de médiation pour faciliter l'accès aux pratiques et objets culturels des publics en grande difficulté

Mieux tenir compte des objectifs des autres partenaires (SPIP, enseignants, intervenants extérieurs) sans renoncer à l'exigence artistique.

Les aménagements de peine

Certains détenus peuvent bénéficier d'aménagements de peine soumis à des conditions strictes notamment dans le cadre de la formation qualifiante et l'emploi.

Recommandations :

Envisager un aménagement de peine (dans le cadre d'une réglementation stricte) pour des détenus qui suivraient des cours de savoirs de base ou qui auraient développé en prison un intérêt, des compétences pour une pratique artistique et culturelle. Les conditions de réinsertion ne doivent pas dépendre pas uniquement de la formation qualifiante et du travail.

Les partenariats

Les partenariats existent avec les partenaires extérieurs du champ de la formation et de l'emploi (Mission Locales, Pôle emploi,) nous les avons rencontrés durant les journées départementales.

Recommandations :

Il faudrait inscrire les détenus repérés en situation d'illettrisme, futurs sortants, au Pôle emploi afin de pouvoir construire dès la sortie avec eux de vrais parcours formatifs et s'assurer que ce qui a été acquis en prison en terme de compétences de base soit capitalisé et transférable à un autre opérateur du territoire. Le Chargé de Mission Régional de l'Agence Nationale de lutte contre l'illettrisme a fait un inventaire précis des opérateurs en Limousin.

La lutte contre l'illettrisme perd du terrain en prison

On l'a vu au fil des ateliers, et

des rencontres, on l'a lu dans les conventions, cadres de référence des politiques mises en œuvre en prison, la lutte contre l'illettrisme est une priorité. Pourtant aujourd'hui force est de constater qu'une politique en efface une autre. L'incarcération des personnes sans papiers et en attente de jugement modifie profondément la place dévolue à la lutte contre l'illettrisme.

C'est le français langue étrangère, l'alphabétisation qui occupent quasiment tout le temps de l'enseignement tant les flux sont importants et les catégories modifiées.

On repère lors du test d'entrée les différents niveaux entre ce qui relève du FLE, de l'alpha ou de l'illettrisme (et c'est un point d'amélioration qu'il faut saluer), mais en prison les heures consacrées à l'enseignement demeurent identiques. L'offre de service n'a pas été modifiée voir abondée.

On oriente donc en priorité les personnes non francophones car l'urgence linguistique, tant pour elles que pour l'administration pénitentiaire, est prioritaire. Les témoignages, et l'organisation au sein de la prison montrent l'urgence de pouvoir communiquer à l'oral et à l'écrit. Doublement exclus les détenus non francophones sont isolés et ne peuvent faire valoir leurs droits. Les détenus en situation d'illettrisme quant à eux sortent du système formatif. Le seul repérage devient alors caduc si l'offre de formation n'est pas en adéquation avec les besoins de tous les publics.

Recommandations :

La dotation en heures d'enseignement devrait correspondre aux besoins réellement identifiés à l'entrée en prison. Il faut améliorer l'orientation à l'issue de ces tests d'évaluation et organiser des sessions spécifiques pour les différentes typologies de public. Même si les parcours sont individualisés, les disponibilités elles demeurent identiques. Les sessions de formation aux savoirs de base ne doivent pas disparaître au profit des autres catégories linguistiques, les sessions doivent être mieux identifiées et leurs contenus pédagogiques adaptés. Les enseignants construisent et réadaptent en permanence leurs outils car ils passent d'une pratique à une autre.

Le monde fermé de la prison s'ouvre à l'extérieur, pour combattre les stéréotypes de la détention (tant sur les personnels que sur les détenus), parce qu'elle sait aussi qu'elle ne réussira pas seule à améliorer les chances de réinsertion des détenus. Pour l'ensemble des acteurs rencontrés dans cet espace, une action réussie repose sur une distribution coordonnée et réglementaire des rôles des partenaires. Elle dépend aussi des objectifs et des moyens dévolus à leur réalisation.

ANNEXES

Les annexes complémentaires seront en ligne sur le site de partage des pratiques du forum de l'ANLCI : www.fpp.anlci.fr

**MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

Direction Régionale des Services Pénitentiaires de BORDEAUX

MAISON D'ARRET DE TULLE

DEMANDE DE REDUCTION DE PEINE SUPPLEMENTAIRE

Nom et Prénom :

Né(e) le : à

N° d'écrou :

Vu l'article 721-1 du code de procédure pénale,

Demande à bénéficier d'une réduction de peine supplémentaire
pour la période de détention du au

Motifs :

Signature du demandeur :

**Signature du Chef d' Etablissement
ou par délégation :**

Cachet :

Date :

Signature :

Nom :

Date :

Signature :

Transmission au Juge de l'Application des Peines

**Cachet
et signature de l' Etablissement :**

Destinataire : Mme _____ – JAP près le TGI de Tulle

Date de transmission :

1^{er} exemplaire destiné au greffe du J.A.P.

2^{ème} exemplaire destiné au dossier individuel du condamné au greffe de l' Etablissement.

BULLETIN D'INSCRIPTION

Cinéma

« La pépinière du désert »

Ce long métrage documentaire raconte comment deux hommes, l'un paysan dans le désert marocain, et l'autre, immigré depuis 30 ans en banlieue parisienne, vont se battre ensemble et séparément pour que leur rêve commun se réalise : faire sortir du désert une pépinière.

Mercredi 21 octobre 2009 - 14h00

Nom :

Prénom :

Erou :

Cellule :



A retourner au SPIP avant le mercredi 21 octobre

BULLETIN D'INSCRIPTION

Cinéma

« La pépinière du désert »

Ce long métrage documentaire raconte comment deux hommes, l'un paysan dans le désert marocain, et l'autre, immigré depuis 30 ans en banlieue parisienne, vont se battre ensemble et séparément pour que leur rêve commun se réalise : faire sortir du désert une pépinière.

Mercredi 21 octobre 2009 - 14h00

Nom :

Prénom :

Erou :

Cellule :



A retourner au SPIP avant le mercredi 21 octobre

BULLETIN D'INSCRIPTION

Cinéma

« La pépinière du désert »

Ce long métrage documentaire raconte comment deux hommes, l'un paysan dans le désert marocain, et l'autre, immigré depuis 30 ans en banlieue parisienne, vont se battre ensemble et séparément pour que leur rêve commun se réalise : faire sortir du désert une pépinière.

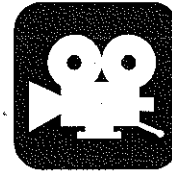
Mercredi 21 octobre 2009 - 14h00

Nom :

Prénom :

Erou :

Cellule :



A retourner au SPIP avant le mercredi 21 octobre

BULLETIN D'INSCRIPTION

Cinéma

« La pépinière du désert »

Ce long métrage documentaire raconte comment deux hommes, l'un paysan dans le désert marocain, et l'autre, immigré depuis 30 ans en banlieue parisienne, vont se battre ensemble et séparément pour que leur rêve commun se réalise : faire sortir du désert une pépinière.

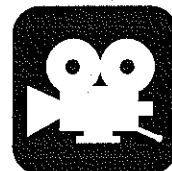
Mercredi 21 octobre 2009 - 14h00

Nom :

Prénom :

Erou :

Cellule :



A retourner au SPIP avant le mercredi 21 octobre

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

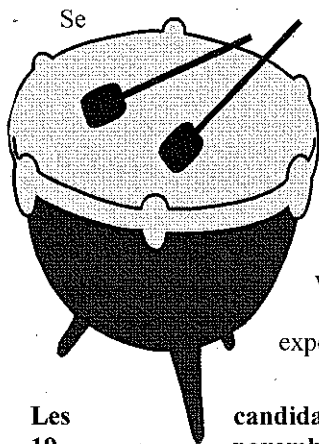
**Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation
de la Corrèze
Maison d'Arrêt de Tulle**

MISE EN PLACE D'UN ATELIER DE MUSIQUE

- PERCUSSIONS -

Un musicien percussionniste va venir animer un atelier de musique à la Maison d'Arrêt de Tulle.

Cet atelier de percussions va être composé de huit personnes. Il est ouvert aux débutants ainsi qu'à ceux qui auraient déjà une expérience.



Se déroulant sur plusieurs semaines (une séance par semaine), les candidats doivent être des personnes étant sûres de ne pas être transférées, ni libérées durant une période de 2 mois.

Ce critère sera celui retenu pour la sélection, ainsi qu'un comportement irréprochable.

Une rencontre préalable sera organisée avec l'intervenant qui vous

exposera son projet avant le début de l'activité.

**Les
19**

candidatures doivent être retournées au SPIP au plus tard le mercredi novembre 2008.

NOM :

PRENOM :

Pratique d'un instrument (si oui, lequel ?) :

CANTINE

Cantine : AL

ALIMENTAIRE :

Ramassage le : 16/10/2009

Livraison le : 22/10/2009

Ecrou :

Nom :

Prénom :

U.G.C. :

N°	Désignation	Qté max.	Qté
1	BISCOTTES		
2	MUESLI		
3	CORN FLAKES KELLOG'S		
4	CHOCOLAT noir		
5	CHOCOLAT AU LAIT		
6	CHOCOLAT NOISETTES MILKA 200gr		
7	CHOCOLAT BLANC		
8	GATEAU YABON*4		
9	BARRE BRETONNE		
10	CHOCO CHOCOLAT PRINCE		
11	CONFITURE ABRICOT		
12	CONFITURE FRAISE		
13	BRIOCHE TRANCHEE		
14	CREME MONT BLANC VANILLE		
15	CREME MONT BLANC CHOCOLAT		
16	CREME MONT BLANC PRALINE		
17	MIEL CREMEUX		
18	NUTELLA 400G		
19	THE LIPTON YELLOW		
20	THE FRUITS		
21	INFUSION TILLEUL		
22	INFUSION VERVEINE		
23	INFUSION VERVEINE MENTHE		
24	pain de mie		
25	cafe soluble deca bocal 100g		
26	CHOCOLAT POUDRE POULAIN		
27	CHOCOLAT POUDRE BANANIA		
28	LAIT CONCENTRE SUCRE		
29	LAIT POUDRE REGILAIT		
30	FARINE		
31	HUILE 1L		
32	HUILE D'OLIVE 1L		
33	VINAIGRE		
34	MAYONNAISE TUBE		
35	MOUTARDE TUBE		
36	CONCENTRE TOMATE		
37	KETCHUP		
38	HARISSA TUBE		
39	SAUCE TOMATE bolognaise		
40	FINES HERBES fraiches		
41	OLIVES NOIRES SACHET		
42	OLIVES VERTES SACHET		
43	CORNICHONS BOCAL		
44	SEL FIN		
45	CHIPS		
46	SPAGHETTI 500G		
47	COQUILLETES 500G		
48	SEMOULE COUSCOUS		
49	PUREE SACHET		
50	RIZ		
51	TABOULE BTE		
52	PAELLA BTE		
53	CASSOULET CANARD		
54	MAIS BTE		
55	POMME DE TERRE		
56	HARICOTS VERTS		
57	POIS CHICHES		
58	HARICOTS BLANCS		
59	CHAMPIGNONS PARIS		
60	RATATOUILLE		
61	KNAK DE VOLAILLE		
62	ANANAS BTE		
63	SAUCISSON SEC		

Edité le 19/10/2009 à 15:06

MINISTÈRE DE LA JUSTICE - DIRECTION DE L'ADMINIST

Maison d'Arrêt de TULLE

Le 27/07/2009

**DEMANDE D'ACCÈS A LA TÉLÉPHONIE
POUR LES DÉTENUS CONDAMNÉS****1 – Partie à remplir par le détenu condamné définitif**

Nom du détenu :

Prénom :

N° d'écrou :

Catégorie pénale : ☐ prévenu ☐ condamné**NB : le détenu devra obligatoirement être condamné définitif pour accéder à la téléphonie.**

TELEPHONE 1 : | | | | |

Nom :

☐ amis ☐ famille (précisez :

Prénom :

TELEPHONE 2 : | | | | |

Nom :

☐ amis ☐ famille (précisez :

Prénom :

TELEPHONE 3 : | | | | |

Nom :

☐ amis ☐ famille (précisez :

Prénom :

TELEPHONE 4 : | | | | |

Nom :

☐ amis ☐ famille (précisez :

Prénom :

Demande initiale de crédit temps de téléphonie :

Je, soussigné, (nom-prénom).....demande à ce que mon compte
téléphone soit crédité de la somme de..... Euro.

Date : ____/____/____

Signature du détenu :

MAISON D'ARRET DE TULLE

DEMANDE DE PERMISSION DE SORTIR :

NOM : Prénom : N° d'écrou :

Lieu de travail : N° cellule :

Personne qui délivrera éventuellement l'attestation d'hébergement :

NOM : Prénom :

Degré de parenté :

Adresse exacte :

Commune :

Code postal :

Profession :

N° de téléphone :

Personne qui pourra si nécessaire prendre en charge le détenu à la porte de l'Etablissement suite à la décision du J.A.P. :

NOM : Prénom :

Degré de parenté :

Adresse exacte :

Commune :

Code postale :

Profession :

N° de téléphone :

Moyen de transport utilisé :

Nombre d'heures demandées

Jours et heures de sorties proposées :

Somme d'argent dont le retrait est demandé :

Nombre de permissions de sortir déjà obtenues :

Observations particulières et motif de la demande :

COURRIER INTERNE

DIRECTEUR

DEMANDE DE RENDEZ-VOUS

Monsieur le directeur, // Je souhaiterais obtenir un rendez-vous pour *des problèmes familiaux, personnels, d'aménagement de peine, préparation à la sortie, ...* // Je vous remercie. // Respectueusement,

ÉCRIVAIN-PUBLIC

Monsieur le directeur, // Je souhaiterais rencontrer l'écrivain-public // Je vous remercie. // Respectueusement,

PHOTOGRAPHIE

Monsieur le directeur, // Je souhaiterais faire des photos. // Je vous remercie. // Respectueusement,

COIFFEUR

Monsieur le directeur, // Je souhaiterais obtenir un rendez-vous avec le coiffeur. // Je vous remercie. // Respectueusement,

TRAVAIL

Monsieur le directeur, // Je souhaiterais travailler *comme auxi d'étage, auxi de cuisine, ...* // Je vous remercie. // Respectueusement,

FORMATION PROFESSIONNELLE

Monsieur le directeur, // Je souhaiterais faire une formation professionnelle *en cuisine, d'aide-magasinier, ...* // Je vous remercie. // Respectueusement,

PARLOIR PROLONGÉ

Monsieur, // Je souhaiterais obtenir un parloir prolongé avec ... le *jj/mm/aaaa*. Je vous remercie. // Respectueusement,

GREFFE

CERTIFICAT DE PRÉSENCE

Monsieur, // Je souhaiterais obtenir un certificat de présence. Je vous remercie. // Respectueusement,

DEMANDE DE R.P.S. (RÉDUCTION DE PEINE SUPPLÉMENTAIRE)

Monsieur, // Je souhaiterais que mon dossier soit étudié en vue de l'octroi des RPS. Je vous remercie. // Respectueusement,

FAIRE APPEL

Monsieur, // Je souhaiterais faire appel du jugement me concernant prononcé le *jj/mm/aaaa* par (*le TGI de Limoges, la cour d'assise de Guéret, Tulle...*). Je vous remercie. // Respectueusement,

SERVICE PÉNITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION (SPIP)

DEMANDE DE RENDEZ-VOUS

Madame, Monsieur, // Je souhaiterais obtenir un rendez-vous avec mon conseiller d'insertion et de probation *pour des problèmes familiaux, personnels, d'aménagement de peine, préparation à la sortie, ...* // Je vous remercie. // Respectueusement,

RESPONSABLE LOCAL DE L'ENSEIGNEMENT (RLE)

ÉCOLE

Monsieur le Responsable Local de l'Enseignement, // Je souhaiterais être inscrit en cours de *Français Langue Etrangère, de Français bas niveau, de mathématiques, d'anglais, ...* // Je vous remercie. // Respectueusement,

ABSENCE

Monsieur le Responsable Local de l'Enseignement, // Je vous prie de bien vouloir excuser mon absence au cours de *Français Langue Etrangère, de Français bas niveau, de mathématiques, d'anglais, ... du jj/mm/aaaa*. // Je vous remercie. // Respectueusement,

PREMIER SURVEILLANT

SPORT

Monsieur le Premier Surveillant, // Je souhaiterais être inscrit sur les listes de *football, de musculation, ...* // Je vous remercie. // Respectueusement,

CHANGEMENT DE CELLULE

Monsieur le Premier Surveillant, // Je souhaiterais changer de cellule et être avec M. *XXX*. // Je vous remercie. // Respectueusement,

VAGUEMESTRE

MANDAT

Monsieur le vaguemestre, // Je souhaiterais verser *XXX* euros sur le compte de *M. Mme XXX*. // Je vous remercie. // Respectueusement,

Initiales de l'enquêteur :

Personnes à Tester : ☐ Oui ☐ Non

Fiche individuelle de renseignements

Nom : _____ Prénom : _____ N° d'écrou : _____

Date de création de la fiche (jj/mm/aa) : _____ Bloc/Div : _____

Situation pénale : ☐ Prévenu(e) ☐ Condamné(e)

Déjà incarcéré(e) antérieurement : ☐ Oui ☐ Non

Année de naissance : _____ Lieu de naissance : ☐ France ☐ Etranger

Situation familiale : ☐ Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Concubin(e) ☐ Veuf(ve) ☐ Divorcé(e) ☐ Séparé(e)

Domicile : ☐ Adresse fixe ☐ Adresse non fixe ☐ Itinérant ☐ SDF

Situation professionnelle avant l'incarcération : ☐ Actif(ve) ☐ Non actif(ve) ☐ Chômeur(euse)

Lieu de scolarité : ☐ France ☐ Etranger ☐ France et étranger ☐ Jamais scolarisé(e)

Scolarité(e) au moment de son incarcération : ☐ Oui ☐ Non

Niveau d'arrêt de la scolarité, qu'elle soit en cours ou achevée :

☐ Primaire ☐ Ensgt. Spécialisé ☐ CPPN-CPA ☐ Collège avant la 3^{ème}
☐ Collège en 3^{ème} ☐ En CAP ☐ En BEP ☐ Lycée ☐ Supérieur

Formation professionnelle adulte supérieure à 3 mois :

☐ Aucune ☐ Préqualification ☐ Qualification niveau CAP ☐ Qualification au-delà du CAP

Diplôme le plus élevé :

☐ Sans diplôme ☐ CEP/CFG ☐ CAP complet ☐ BEP ☐ BEPC/DNC ☐ BAC

☐ Ensgt. Supérieur de 1^{er} Cycle et au-delà, préciser : _____

Il y a doute sur le diplôme : ☐ Oui ☐ Non

Pratique du français : ☐ Parle français ☐ Parle de façon rudimentaire ☐ Ne parle pas français

Pour les personnes testées : personnes parlant français même de façon rudimentaire, non diplômées ou titulaires d'un certificat d'étude primaire ou d'un CFG.

Lit et/ou écrit dans une autre langue : ☐ Oui ☐ Non

Déclare avoir des difficultés à lire le français : ☐ Oui ☐ Non ☐ NSP

Déclare avoir des difficultés à écrire le français : ☐ Oui ☐ Non ☐ NSP

PROFIL LECTEUR (cochez lorsque l'épreuve est réussie)

Epreuve 6 ☐ Epreuve 5 ☐ Epreuve 4 ☐ Epreuve 3 ☐ Epreuve 2 ☐ Epreuve 1 ☐

Série utilisée pour le test : ☐ Bleue ☐ Verte ☐ Rouge ☐ Jaune ☐ Refus

Si déjà condamné(e), activité(s) suivie(s) dans un établissement pénitentiaire :

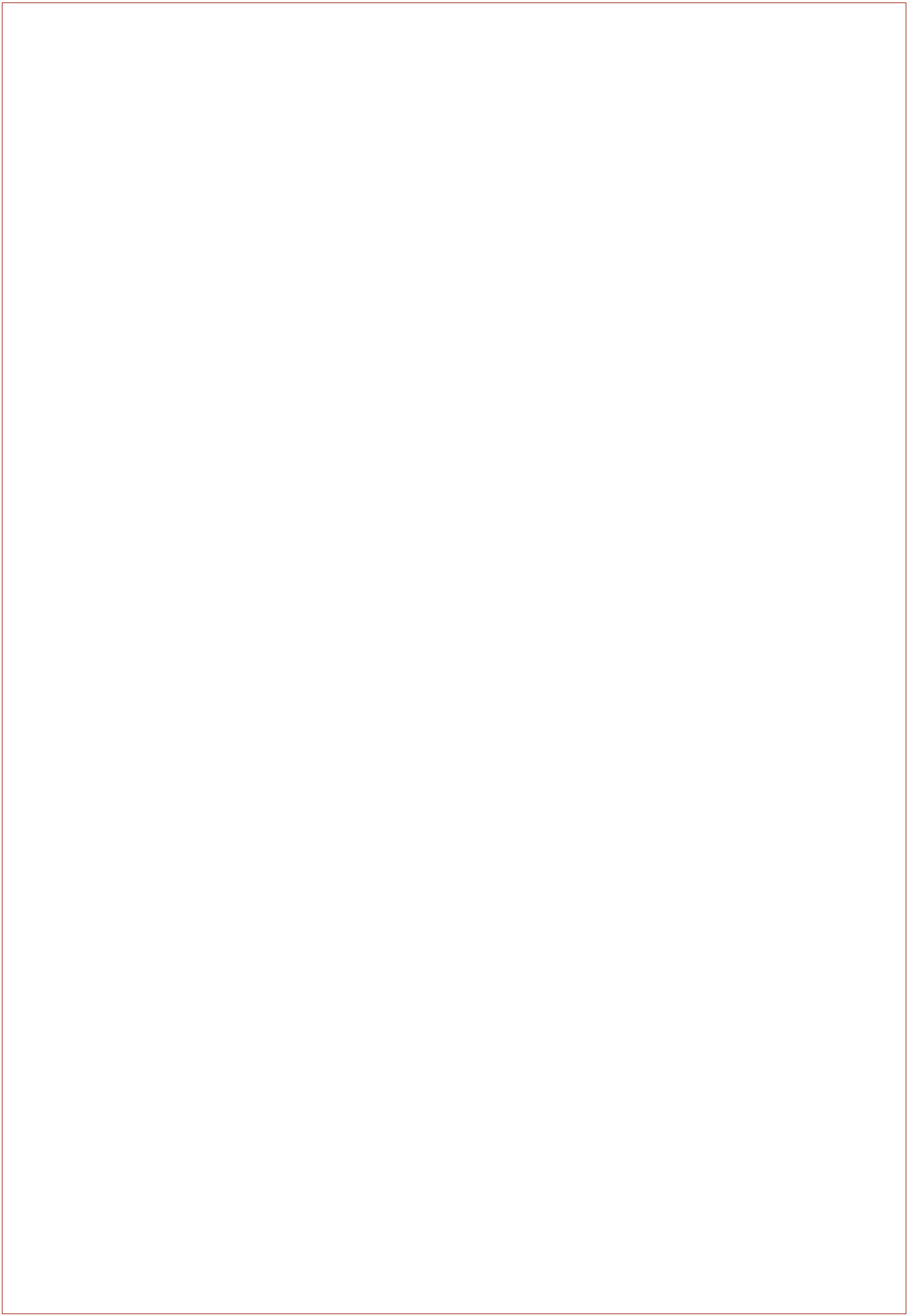
☐ Aucun ☐ Travail ☐ Ensgt. général ☐ Form. professionnelle ☐ Autres activités

Demande d'activité :

☐ Aucun ☐ Travail ☐ Ensgt. général ☐ Form. professionnelle ☐ Autres activités

Observations :

Suite donnée :





Ce document a été élaboré avec l'appui du centre régional de ressources
Prisme-Limousin (Financement Contrat de projet Etat et Région Limousin).



Prisme-Limousin • Le Carré Jourdan • 13, cours Jourdan • 87000 Limoges
T 05 55 79 36 00 • F 05 55 79 36 01 • www.prisme-limousin.fr